

## Les relations économiques luso-brésiliennes au temps de la mondialisation\*

L'un des événements majeurs survenus au cours des années 1990 aura été, dans l'espace lusophone, le réveil des relations économiques entre le Portugal et le Brésil. D'abord, on remarqua une certaine augmentation relative de l'investissement brésilien au Portugal, pendant les années 1989-94, bien qu'il se soit presque essoufflé par la suite. Après 1992, les échanges de biens s'accrurent sensiblement dans les deux sens mais en particulier les exportations portugaises, tout à fait marginales au cours de la décennie précédente. Parti d'une position très modeste au début des années 1990, le Brésil, devançant la Suisse, l'Angola et d'autres pays, devint en 1997-98, le troisième partenaire commercial non-communautaire du Portugal, après les États-Unis et le Japon. Parallèlement, la balance des revenus et services, malgré les difficultés de comparaison statistique, a aussi progressé d'une façon claire, au débit comme au crédit. Enfin, depuis 1995, l'investissement direct étranger (IDE) portugais a massivement afflué au Brésil, en 1996-98 de loin sa principale destination extérieure.

Il s'agit ici non seulement de rendre compte de cette évolution, mais aussi de réfléchir à ses déterminants et son sens, en particulier à l'égard des processus de mondialisation et de régionalisation. Il faut donc resituer l'évolution des années 1990 dans le contexte historique du long parcours des relations économiques bilatérales. Dans ce cadre, on analysera les changements survenus dans le domaine traditionnel mais toujours significatif, du commerce des marchandises, puis on abordera le comportement des autres flux courants (services, revenus de capitaux et transferts unilatéraux), moins connus mais nullement négligeables. Ensuite on examinera les progrès surprenants de l'IDE, de part et d'autre, depuis la fin des années 1980. La mise en évidence empirique de l'essentiel de ce mouvement des biens, services, rendements de capitaux, transferts unilatéraux et IDE entre les deux pays, au cours de cette période permettra de présenter une analyse plus approfondie et stratégique sur l'épanouissement récent de ces relations économiques.

---

\* Cet article reprend une partie des thèmes du chapitre 2 de l'ouvrage *Panorama das relações económicas luso-brasileiras, a viragem dos anos 1990*.

En ce qui concerne l'analyse quantitative, on a surtout utilisé les sources portugaises pour des raisons liées à leur plus grande disponibilité immédiate, malgré certaines failles statistiques non négligeables mais qui ne semblent pas pouvoir remettre en cause les conclusions principales. On a essayé de porter l'analyse de la plupart des variables jusqu'à la fin de 1998, juste avant la modification des règles de change du *real* (janvier 1999), à la suite de l'apparition de considérables et croissants déficits public et courant dans l'économie brésilienne, au cours des années précédentes, et après les crises asiatique et russe de 1997-98.

### **Vers une nouvelle étape dans les relations économiques bilatérales ?**

Les relations économiques entre le Portugal et le Brésil ont connu une nette accélération au cours des années 1990, devenue bien visible après 1992, et surtout depuis 1995. Dans l'ensemble, ces relations ont atteint vers la fin des années 1990 une dimension, quantitative aussi bien que qualitative, sans précédent au cours des dernières décennies à l'inverse caractérisées par un déclin progressif et l'instabilité chronique des flux

Au cours des années 1930, le président de l'Association commerciale de Lisbonne regrettait déjà, en termes assez suggestifs :

« Il est intéressant de souligner que pendant la deuxième moitié du siècle dernier, l'ordre des pays clients de nos produits a été quasiment invariable : 1<sup>er</sup> Angleterre ; 2<sup>e</sup> Brésil, 3<sup>e</sup> France ; 4<sup>e</sup> Amérique ; 5<sup>e</sup> Espagne ; 6<sup>e</sup> Allemagne. Il est ainsi avéré que l'Angleterre a toujours maintenu la première place, la plus grande et aussi la plus douloureuse oscillation concernant le Brésil, qui a rétrogradé du deuxième au sixième rang, troquant sa position avec celle de l'Allemagne » (Fonseca 1938 : 44).

Mais, au cours des premières années de l'après-guerre, cette tendance non seulement ne fut pas renversée, mais s'accrut. Ainsi, par exemple, le niveau des échanges bilatéraux de marchandises (moyennes des parts relatives des importations et des exportations annuelles) baissa des années 1970 aux années 1980 de 1,4 % à 1,0 % du total (cf. Tableau 1). Il s'agissait d'un net recul par rapport à l'immédiat après-guerre (en 1947, on échangeait encore avec le Brésil, 6,4 % du total des exportations et 3,5 % des importations), et même par rapport à la fin des années 1930, quand le Brésil représentait 5,6 % des exportations et 2,1 % des importations (Neves 1996 : 349).

Presque une cinquantaine d'années après les remarques du président de l'Association commerciale, une étude sur la période 1976-1985 observait que :

« On peut affirmer qu'au cours des dix dernières années, les échanges commerciaux entre le Portugal et le Brésil ont été très peu significatifs ; plus encore, entre 1981 et 1985, les exportations portugaises vers le Brésil ont connu une chute très nette, entraînant une évolution divergente du taux de couverture » (Rato 1987 : 8).

Le mouvement se poursuivit les premières années de l'adhésion à la Communauté européenne et le minimum commercial historique fut atteint en 1992 – les exportations vers Brésil étant tombées au niveau dérisoire de 0,2% du total avec une moyenne annuelle décennale autour de 0,7%, valeur nettement inférieure à celle, déjà faible, des années 1980.

Ce contexte de longue durée souligne encore davantage l'évolution ascendante et positive, non seulement du commerce des biens dans les

années 1993-1998, mais aussi de la plupart des autres flux importants (échanges de services, revenus de capitaux, transferts unilatéraux et investissement direct), depuis, *grosso modo*, le seuil des années 1990.

Il serait tentant d'expliquer l'évolution récente des relations économiques luso-brésiliennes sur la base des facteurs qui rapprochent les deux pays, tels que la langue, les racines culturelles ou l'histoire partagée. Eichengreen et Irwin (1998), ont d'ailleurs démontré que l'histoire joue un rôle non négligeable dans le développement des relations commerciales bilatérales, ce qui est sous-estimé dans les analyses économiques courantes, tout particulièrement certaines analyses économétriques, et qui biaise les résultats de ce genre d'études. D'autres, comme Tharakan et Calfat (1996 : 75), sur la base d'études empiriques, ont cependant considéré que les caractéristiques communes entre pays, telles que la langue et les liens historiques, expliquent relativement peu leur commerce général mais qu'elles peuvent jouer un rôle important en ce qui concerne le commerce intra-branche, présupposant le passage d'un nouveau type de flux entre ces pays, notamment sur la base de l'investissement direct au sens moderne, et non plus la complémentarité coloniale d'autrefois. Quoi qu'il en soit, indépendamment de la robustesse de ces hypothèses, il est évident que les facteurs communs qu'on vient d'évoquer sont insuffisants, en eux-mêmes, pour rendre compte des cycles de l'évolution des relations économiques bilatérales, puisqu'ils existent aussi bien lors des phases d'expansion que de déclin.

La question serait peut-être mieux posée si l'on se demandait pourquoi ces facteurs communs sont à l'heure actuelle mis en valeur. En effet, certains auteurs considèrent qu'ils doivent être plutôt reliés à l'élargissement du libre-échange à l'échelle mondiale surtout après l'*Uruguay Round* et les puissants mouvements de régionalisation de la dernière décennie<sup>1</sup>. En ce sens, Van Bergeijk écrit :

« Dans les conditions d'une concurrence internationale libre et pleine, un pays sera plus capable de maintenir sa position dans les aires avec lesquelles il dispose d'une forte affinité culturelle » (1996 : 210).

De ce point de vue, on pouvait admettre une certaine similarité entre la situation actuelle et celle qui prédominait à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (bien que la nature et le contenu de ces relations aient, bien sûr, significativement changé depuis lors !), toutes deux caractérisées par un libre-échange relativement important en termes historiques comparatifs, même s'il est maintenant, en large mesure, promu dans le contexte de groupements régionaux (dans notre cas : Mercosul pour le Brésil et l'Union européenne pour le Portugal).

À première vue, la mondialisation, en tant que circulation mondiale des biens, des services et des facteurs ayant de moins en moins d'entraves, s'avère favorable au développement de relations économiques bilatérales de ce type et un large espace s'ouvrirait alors entre pays partageant certains liens permettant de renforcer leurs positions respectives dans le contexte

1. La polémique continue sur ce point. Un certain nombre d'auteurs, plus doctrinaires, dans le sillage ouvert par Jacob Viner, dans les années 1950, voient les mouvements d'intégration régionale surtout comme opposés au libre échange général et indiscriminé. C'est le cas de J. BHAGWATI (1992). Toutefois, nous retenons ici, plutôt la position du GATT/OMC qui, dans son article XXIV, reconnaît qu'il y a une contradiction entre les deux processus, mais que si certaines conditions sont satisfaites, l'intégration régionale peut profiter au libre échange général (SILVA : 1994b).

global et régional. Certes, si l'on admet l'hypothèse précédente, cela ne veut pourtant pas dire qu'on doit négliger tout le reste. Bien d'autres motifs ont sans doute contribué à l'évolution des relations économiques luso-brésiliennes au cours des années 1990. Entre eux, nous ne pouvons oublier la stabilisation économique, bien repérée par le *Plano Real* au Brésil en 1994 (en dépit des troubles majeurs de la deuxième moitié de 1998 et du début de 1999) et par la participation du Portugal à l'Union économique et monétaire en 1999, mais qui a commencé surtout avec l'entrée de l'escudo dans le système monétaire européen, en avril 1992. Tout cela a entraîné une plus grande régularité, prévisibilité et crédibilité dans l'évolution des deux économies, en favorisant réciproquement les affaires avec l'extérieur.

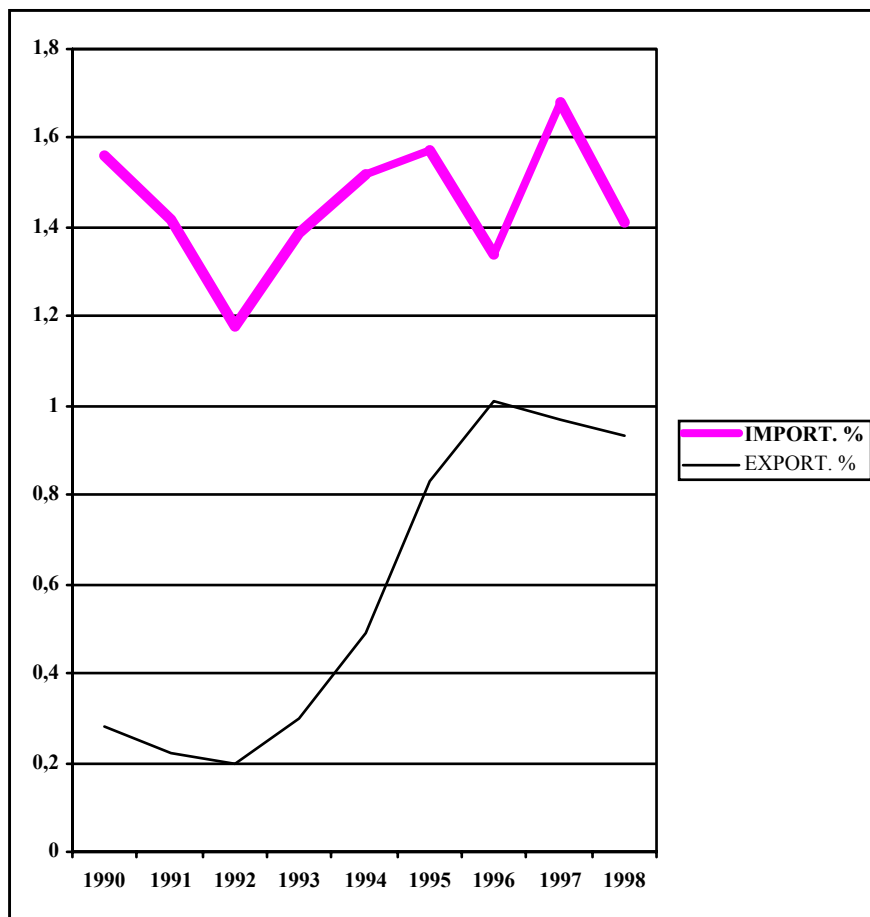
Mais on ne saurait en conclure que le renforcement des liens économiques luso-brésiliens, dans le cadre de la mondialisation, soit une donnée acquise et ait une évolution linéaire. Au contraire, bien des obstacles se dressent sur cette voie, en particulier ceux qui découlent de l'inexistence de politiques effectivement articulées, de considérables asymétries entre les deux économies ou du manque de continuité et de consistance de certaines politiques d'ouverture et d'internationalisation (Silva : 1999).

### **Le commerce de marchandises : des progrès inégaux**

Les échanges bilatéraux de biens ont eu une évolution plutôt défavorable au cours des dernières décennies, notamment depuis les années 1970 jusqu'au début des années 1990 (cf. Tabl. I). En 1992 on l'a vu, ils ont même connu leur minimum historique relatif. En revanche, les années suivantes, un net renversement de tendance s'est produit. En effet, les exportations ont pour la première fois atteint une somme supérieure à dix millions de contos en 1994, et aussi pour la première fois depuis 1981, ont dépassé 1 % du total en 1996 ; entre 1993 et 1996, elles ont même quadruplé en valeur monétaire. À leur tour, les importations portugaises du Brésil, malgré le maintien de leur instabilité typique<sup>2</sup>, ont presque doublé entre 1990-92 et 1997-98 ; en 1997, pour la première fois, elles ont même dépassé la barrière mythique des cent millions de contos. Bien qu'un certain refroidissement soit manifeste depuis le milieu de 1998 (à la suite des difficultés conjoncturelles brésiliennes notamment traduites par des taux d'intérêt très élevés<sup>3</sup>, il n'y a pas, depuis le début de la décennie 1970, d'autre série d'années si régulière et plutôt favorable, dans les deux sens, que celle de 1993-98. La figure 1 fait bien ressortir cette évolution récente des échanges luso-brésiliens de marchandises, après une longue période de stagnation et de recul.

2. L'instabilité de ce commerce est surtout visible au niveau annuel et est due, en large mesure, à la forte participation de produits primaires, dont les cours sont très variables, dans le commerce bilatéral. Cela est particulièrement évident en ce qui concerne les importations du Brésil, on y reviendra ci-dessous.

3. Cette conclusion est bien visible, si l'on regarde l'évolution des importations et des exportations au cours de l'année 1998 : *fin juin* (c'est-à-dire, le premier semestre de 1998 par rapport au semestre homologue de l'année précédente), les importations présentaient un taux de croissance de 11,2 % et les exportations de 20,4 % ; *fin septembre*, les mêmes taux avaient, respectivement, les valeurs suivantes : -3,8 % et 8,7 % ; *fin décembre*, les importations aussi bien que les exportations connaissaient des taux de croissance négatifs, respectivement, de -9,5 % et de -0,7 % (selon les données de l'INE portugais). Il faut cependant signaler cependant signaler qu'au même moment, outre les problèmes intérieurs brésiliens, les cours mondiaux des matières-premières se sont effondrés (environ 16 % en moyenne, en 1998).



Source : INE, Estatísticas do comércio externo

Fig. 1. Commerce Portugal-Brésil  
(importations et exportations portugaises de marchandises)

Au cours des dernières décennies les exportations avaient eu des valeurs relatives et absolues très inférieures à celles des importations. Or la croissance des années 1990 à un rythme plus rapide, a mis en évidence leur rééquilibrage. En effet, le taux de couverture de la balance de biens qui était de 9,9% en 1992, est passé à 39,5% en 1997 et à 43,4% en 1998.

Tabl. I. — PORTUGAL : COMMERCE AVEC LE BRÉSIL, 1926, 1930, 1940, 1950, 1970-1998\*  
(marchandises, en milliers d'escudos)

Années	Importations	% du total	Exportations	% du total
1926	39 826	1,70	56 703	7,70
1930	50 562	2,10	58 609	6,20
1940	103 308	4,00	72 066	4,40
1950	141 820	1,80	170 678	3,20
1960	78 473	0,50	75 265	0,80
1970	457 191	1,00	301 759	1,11
1971	742 841	1,42	228 566	0,75
1972	1 455 370	2,40	376 680	1,07
1973	2 187 270	2,93	453 272	1,00
1974	2 426 192	2,05	986 266	1,70
1975	1 827 192	1,84	540 347	1,10
1976	1 379 951	1,00	557 265	1,01
1977	4 186 123	2,20	585 578	0,75
1978	2 942 570	1,28	1 105 690	1,04
1979	3 463 695	1,04	1 871 249	1,06
1980	7 525 798	1,58	2 605 513	1,12
1981	7 954 953	1,31	2 648 219	1,03
1982	6 181 233	0,81	1 645 295	0,49
1983	11 263 337	1,25	1 458 833	0,28
1984	24 741 033	2,13	1 445 828	0,19
1985	25 934 362	1,95	7 906 394	0,81
1986	16 097 021	1,11	9 546 145	0,82
1987	27 846 333	1,42	3 554 547	0,27
1988	40 236 835	1,57	3 637 749	0,22
1989	52 727 436	1,75	5 971 192	0,29
1990	56 040 005	1,56	6 594 662	0,28
1991	54 142 519	1,42	5 379 276	0,22
1992	48 528 502	1,18	5 043 488	0,20
1993	53 982 337	1,39	9 073 662	0,30
1994	68 296 647	1,52	14 585 351	0,49
1995	76 946 575	1,57	28 619 052	0,83
1996	72 729 000	1,34	38 310 201	1,01
1997	103 312 516	1,68	40 850 717	0,97
1998	93 494 889	1,41	40 548 297	0,93

\* Valeurs effectives pour 1970-1997, provisoires pour 1998 et estimées pour les autres années.

Source : INE.

D'autre part, comme on peut le constater dans le tableau 2, un aspect central du commerce extérieur portugais après la mise en œuvre du marché unique européen fin 1992, a été l'importance croissante du Brésil en valeurs relatives. Les exportations portugaises vers le Brésil, sont passées de moins de 1 % du total extra-communautaire en 1991 à 5 % en 1998, tandis que les importations connaissaient aussi une croissance, bien que moins importante. Ces progrès sont évidents lorsqu'on compare la moyenne des quatre premières années 1990 avec celle des quatre années suivantes, puisqu'il se vérifie un accroissement substantiel de ce commerce entre les deux périodes (cf. Tabl. II).

Tabl. II. — PORTUGAL : PART DU BRÉSIL DANS LE COMMERCE EXTRACOMMUNAUTAIRE  
(en % du total extracommunautaire)

	1990	1991	1992	1993	1990-93	1994	1995	1996	1997	1994-97	1998
Exportations	1,5	0,9	1,0	1,8	1,3	2,5	4,2	5,2	5,1	4,3	5,0
Importations	5,6	5,6	5,1	5,5	5,5	5,8	6,0	5,7	7,1	6,2	6,2

\* L'Autriche, la Finlande et la Suède sont considérées membres de l'UE même les années précédant leur adhésion.

Source : INE, *Estatísticas do comércio externo*.

Le Brésil est donc devenu un partenaire commercial important, surtout, en termes relatifs, en destination des exportations portugaises. Dans le contexte du commerce extérieur total de marchandises (*cf.* Tabl. III), il est passé en tant que client du 26<sup>e</sup> au 14<sup>e</sup> rang entre 1992 et 1998, et en tant que fournisseur du 14<sup>e</sup> au 10<sup>e</sup>, les mêmes années. En ce qui concerne le seul commerce extra-communautaire, le Brésil a été en 1998, le troisième fournisseur et le quatrième client. Globalement, il a même été en 1997-98, le troisième partenaire commercial extra-communautaire du Portugal, après les États-Unis et le Japon, ayant dépassé au cours de la décennie divers pays comme la Suisse et l'Angola. Ainsi, le rapport du commerce portugais de marchandises avec le Brésil à celui avec le Japon qui était de 37 % en 1992 fut de 63 % en 1998.

La tendance des échanges luso-brésiliens de marchandises à croître au-dessus de la moyenne, se confirme aussi pour le cas de l'Union européenne au cours des années 1990-95, pour les exportations aussi bien que pour les importations (tableau 4). Ainsi, en 1995, une année déjà bien représentative du nouveau cours, le marché portugais de produits brésiliens s'est placé dans l'UE (quinze pays) au 8<sup>e</sup> rang avec 3,6 % du total, après les cinq grandes économies européennes (Allemagne, France, Italie, Royaume-Uni et Espagne) et les Pays-Bas et la Belgique, petits pays mais grandes puissances commerciales. Il est intéressant d'évoquer le fait que, cette même année, pour le Brésil, le marché portugais de marchandises représentait 47 % de l'espagnol, 40 % du français et 31 % du britannique. Cependant, la position portugaise reste moins performante en ce qui concerne les exportations où elle en reste au dixième rang (1,3 % du total UE/15) et son déficit est l'un des plus grands (Tabl. IV). Quoi qu'il en soit, il est démontré qu'il y a une plus grande propension relative aux échanges bilatéraux.

Tabl. III. — PORTUGAL : POSITION DU BRÉSIL DANS LE COMMERCE EXTÉRIEUR  
DE MARCHANDISES

	1988	1990	1992	1994	1996	1998
<i>Exportations</i>						
Total	27°	23°	26°	19°	14°	14°
Total extra-UE*	16°	10°	13°	7°	4°	4°
<i>Importations</i>						
Total	12°	12°	14°	12°	12°	10°
Total extra-UE*	4°	5°	6°	5°	5°	3°

\* Autriche, Finlande et Suède : *cf.* Tableau II.

Source : INE, *Estatísticas do comércio externo*.

Sur la base des éléments statistiques dont on dispose, il est évident que le commerce luso-brésilien de marchandises a acquis une dimension plus vaste et a connu une dynamique soutenue de croissance. Toutefois, on ne saurait trop épiloguer sur cette conclusion ; il reste modeste quantitativement et des tournants conjoncturels peuvent encore le frapper profondément. Le fait le plus important est sans doute que cet essor soit accompagné par l'augmentation généralisée des autres liens économiques et financiers, ce que l'on va aborder dans les points suivants. Cela est logique dans la mesure où tous ces flux tendent maintenant, à se développer d'une façon enchevêtrée. D'autre part, ces résultats sont d'autant plus significatifs qu'ils sont liés à des étapes plus avancées de l'internationalisation des deux économies et n'impliquent pas une coupure avec l'environnement régional immédiat, UE et Mercosul, bien au contraire.

Tabl. IV. — UE : COMMERCE AVEC LE BRÉSIL, 1995  
(en millions d'écus et en % de variation entre 1990 et 1995)

Pays	Exportations		Importations		Solde	
	Écus	%	Écus	%	Écus	%
Allemagne	3 856,1	173	1 942,7	10	1 913,4	2 272,5
Belgique-Lux.	720,9	508	1 053,7	54	-332,8	234,4
Danemark	144,9	282	203,1	25	-58,2	66,99
Espagne	642,8	346	744,4	8	-101,6	445,0
France	1 115,8	98	1 363,3	14	-247,5	387,9
Grèce	48,2	2202	148,1	5	-99,9	39,6
Irlande	66,0	210	55,8	52	10,1	25,7
Italie	2 411,9	287	1 557,1	-1	854,8	1 802,6
Pays-Bas	702,7	224	1 773,7	15	-1 071,0	253,2
Portugal	148,1	318	392,3	28	-244,2	25,8
Royaume-Uni	795,4	78	1 218,7	12	-423,3	217,8
UE 12	10 652,7	194	10 452,8	14	199,9	5 771,3
Autriche	202,1	414,6	75,3	-40,4	126,8	216,3
Finlande	138,4	101	68,5	-34	69,9	105,6
Suède	369,6	84	198,1	-12	171,5	196,2
UE 15	11 362,8	189	10 794,8	11,83	568,0	6 289,5

Source : EUROSTAT.

Dans la perspective portugaise, ces conclusions, qui montrent pour l'essentiel, une intensification des échanges luso-brésiliens de marchandises, sont importantes aussi pour un autre ordre de raisons. En effet, étant donné l'intégration du Portugal à l'Union européenne, et par conséquent, au marché unique européen en 1992 et l'entrée en vigueur de l'espace économique européen le 1<sup>er</sup> janvier 1994, le reste du commerce extérieur portugais, à peu près un sixième du total (Brésil inclus), est maintenant le domaine où se concentre l'essentiel des obstacles traditionnels découlant de l'existence de barrières douanières. Autrement dit, le cours favorable des échanges luso-brésiliens de marchandises est encore plus remarquable dans la mesure où il ne s'est développé à l'aide d'aucun régime préférentiel formel, mais a évolué d'une façon « spontanée ».

Toutefois, il faut rester prudent en ce qui concerne l'avenir de ces échanges. En effet, il est encore trop tôt et la base statistique reste étroite pour considérer qu'il s'agit d'un seuil difficilement réversible, dans les relations commerciales luso-brésiliennes, caractérisé par un réseau dense et auto-soutenable. Tout ce qu'on peut dire est que l'ouverture simultanée des



deux économies, conjuguée avec une plus grande ouverture à l'échelle mondiale, semble favoriser le renforcement de leurs liens réciproques.

Dans la mesure où l'on connaît déjà les grandes tendances du commerce bilatéral de marchandises, il importe maintenant d'analyser quels sont les produits échangés et d'essayer de savoir quel a été le comportement sectoriel dans le cadre de la nouvelle dynamique.

### *Les exportations portugaises*

Quelles furent la composition et l'évolution, des exportations portugaises vers le Brésil, au cours des années 1990 ? On procèdera ensuite de même pour les importations en s'appuyant sur l'évolution des dix principales marchandises entre 1990 et 1996-97, ce groupe représentant plus de la moitié du commerce bilatéral de biens. Nombre d'observations pourraient être faites à ce propos, mais on ira à l'essentiel sur trois points.

Premièrement, il faut remarquer que *les produits qui formaient l'exportation traditionnelle portugaise* n'ont pas accompagné le rythme moyen élevé et ont perdu nettement du poids relatif entre 1990 et 1997, tel qu'on peut constater, en partie, dans le tableau IV. Ainsi, *l'huile d'olive* (où le Brésil tend à être depuis longtemps, le principal client), est passé de 31,18 % du total à 19,32 % ; le *vin de raisins fraîches*, de 11,05 % à 6,33 % ; *autres fruits de peau dure* de 3,67 % à 2,1 % ; *pommes, poires et coings* de 2,06 % à 1,51 % ; et *autres produits de l'horticulture* de 3,42 % à 1,01 % ; ces derniers ont même disparu de la liste des « dix principaux ». Autrement dit, ces cinq catégories de produits qui représentaient plus de la moitié de l'exportation portugaise vers le Brésil en 1990 (de fait, 51,38 % du total), sept ans plus tard n'en totalisaient plus que 30 %. Néanmoins, si l'on observe de plus près l'évolution de ces produits, on constate que, surtout les deux premiers maintiennent une position importante sur le marché brésilien. Ainsi, quoique déclinant en valeur relative, en 1997, le Portugal a exporté, en termes physiques, environ deux fois et demi plus d'huile d'olive vers le Brésil qu'en 1990 (13,4 milliers de tonnes au lieu de 4,9 milliers de tonnes), et à peu près la même chose s'est passée en ce qui concerne le vin (5,7 en 1997 au lieu de 2,2 en 1990), dont la part a d'ailleurs augmenté par rapport à 1996. Cette performance est d'autant plus significative que sur ces produits pèsent encore des taxes douanières considérables (13% pour l'huile d'olive et de 23% à 36% sur le vin ; ICEP 1997: 9). Tout cela veut dire que, malgré une évolution relativement moins favorable au cours des années 1990, un large espace semble se maintenir pour l'exportation traditionnelle.

Deuxièmement, le grand dynamisme des exportations portugaises vers le Brésil, est sans doute parti d'un *ensemble de produits nouveaux, surtout industriels*, qui au début de la décennie ne comptaient guère dans ces échanges. Ainsi, en 1997, les cinq produits suivants composent le deuxième grand groupe de l'exportation portugaise vers le Brésil, avec 14,6% du total en 1997 : - 4<sup>e</sup> position, *appareils et dispositifs électriques pour moteurs*, avec 4,74 % du total ; - 5<sup>e</sup>, *minerai de cuivre*, avec 3,81 % (la seule matière-première typique de cet ensemble) ; - 6<sup>e</sup>, *pièces détachées destinées aux moteurs* avec 2,54 % ; - 10<sup>e</sup>, *polymères de chlorate de vynil* (secteur de plastiques), avec 1,8 % ; - 11<sup>e</sup>, *chemises masculines*. Ces cinq rubriques ne représentaient presque rien en 1990. En dépit du caractère récent de ce mouvement, on peut conclure que le déclin de l'exportation traditionnelle est compensé par

l'entrée de nouveaux produits, parfois beaucoup plus élaborés et à plus grande valeur ajoutée. Cette conclusion est renforcée si l'on tient aussi compte de l'évolution favorable de la catégorie *produits de l'industrie des moules*, qui occupaient la troisième position en 1997 (cf. Tabl. V), bien qu'ils eussent déjà gagné auparavant des parts de marchés significatives. Par ailleurs, dans ce groupe, on trouve des biens comme le cuivre qui correspondent à une reprise de production et un autre qui pénètre finalement dans le marché brésilien, grâce à la libéralisation commerciale du secteur (chemises masculines).

Tabl. V. — PORTUGAL : LES DIX PRINCIPALES MARCHANDISES EXPORTÉES\* VERS LE BRÉSIL  
(en milliers de contos)

	1990		1996		1997	
<i>Produits</i>	<i>Valeur</i>	<i>%</i>	<i>Valeur</i>	<i>%</i>	<i>Valeur</i>	<i>%</i>
1. Huile d'olive	2056,0	31,18	8455,9	22,03	7891,9	19,32
2. Vin	728,9	11,05	1798,0	4,68	2587,1	6,33
3. Fontes et moules	295,5	4,48	1760,8	4,59	2267,5	5,55
4. Appareils et dispositifs électriques pour moteur	--	--	1788,3	4,66	1932,6	4,74
5. Minerai de cuivre	--	--	3249,0	8,46	1558,0	3,81
6. Pièces détachées destinées aux moteurs	--	--	1528,8	3,98	1037,6	2,54
7. Autres fruits de peau dure	241,8	3,67	674,3	1,76	859,7	2,10
8. Disques, bandes magnétiques et autres supports	219,1	3,32	331,7	0,86	825,2	2,02
9. Livres, brochures et imprimés	658,7	9,99	918,9	2,39	819,7	2,01
10. Polymères de chlorate de vynil	--	--	722,6	1,88	736,2	1,80
<i>Total dix principaux</i>		63,69		55,13		50,21

\* par ordre d'importance en 1997.

Source : INE, *Estatísticas do Comércio externo*, Lisbonne.

Troisièmement, on trouve un groupe plus divers, où il y a en particulier des produits liés à la communication directe, comme les *disques, bandes magnétiques et autres supports d'enregistrement* (8<sup>e</sup> place en 1997), *livres, brochures et imprimés* (9<sup>e</sup> place), et *journaux et publications périodiques* (15<sup>e</sup> et 1,27 % du total). À l'exception de la première rubrique qui s'avère très instable, les deux autres sont en très net recul par rapport au début des années 1990 et même avant (Rato 1987 : 17-8). En effet, elles occupaient en 1990, respectivement, la troisième position (10% du total) et la quatrième (5,2% du total) et représentaient même l'un des grands groupes de l'exportation portugaise vers le Brésil, tandis que, maintenant, elles sont probablement de plus en plus remplacées par les nouveaux moyens de communication (audiovisuels et informatiques, par exemple).

Bref, on peut conclure que les années 1990 ont été caractérisées non seulement par la croissance de l'exportation portugaise de marchandises à

destination du Brésil mais aussi par sa plus large diversification (la part des dix principaux produits s'est même réduite significativement, cf. Tabl. V), entraînant en particulier, l'apparition de nouveaux produits et une amélioration de sa structure, avec un poids nettement plus important de biens industriels.

### *Les importations portugaises*

Relativement aux importations portugaises en provenance du Brésil (Tabl. VI), une première observation s'impose : si l'on compare, en termes d'exportation, le commerce bilatéral de biens, il est évident que dans le cas du Brésil, le poids des produits primaires est nettement plus important – en particulier les produits agro-alimentaires, mais aussi le bois et les minéraux. En effet, parmi les dix produits les plus importés (en valeur) du Brésil, on trouve neuf primaires représentant 63,64 % du total en 1997. Cela ne doit pas surprendre dans la mesure où le Brésil est internationalement spécialisé dans ce type de biens. En revanche, malgré le poids de l'huile d'olive, du vin et d'autres produits agro-alimentaires, il y a six produits industriels (y compris les plastiques) dans les « dix » les plus exportés par le Portugal.

En ce qui concerne l'analyse de la place des produits agricoles, principalement alimentaires, dans les importations d'origine brésilienne, les produits suivants ressortent : *soja trituré* de 12,25 % du total en 1990 à 18,53 % en 1997), *cuirs et peaux* (de 21,6 % à 15,74 %), *eaux de vie et extraits de soja* (de 5,14 % à 8,1 %), *café* (de 1,85 % à 4,4 %), *sucré* (de 5,09 % à 1,92 %) et *sisal et autres fibres assimilées* (de 2,84 % à 1,88 %). Cet ensemble, aux comportements évolutifs divers, a vu sa part légèrement augmentée entre 1990 et 1997, passant de 48,77 % à 50,57 % ; c'est-à-dire qu'il représente environ la moitié du total.

Alors que les produits précédents étaient déjà importants au début des années 1990, ce n'est pourtant pas le cas du *bois* (dans toute sa diversité : brut, comprimé, profilés, bois de chauffage et planches). D'une faible expression en 1990, il atteignait déjà 14,3 % du total en 1997, et trois de ses variétés étaient même présentes parmi les dix produits les plus importés (cf. Tabl. VI) et une autre se trouvait en 13<sup>e</sup> position. Cette évolution semble refléter, en large mesure, la rareté de cette matière-première au Portugal, compte tenu des capacités industrielles existantes, question déjà soulevée par le Rapport Porter en 1994. Cela a induit le secteur à se tourner vers des sources d'approvisionnement extérieures, au Brésil notamment. Cette tendance semble aussi avoir été stimulée, indirectement, par l'apparition de capitaux portugais dans la filière internationale du bois (par exemple à la SONAE par le biais de l'entreprise espagnole TAFISA qui a des intérêts au Brésil, dans ce secteur ; Guimarães 1997).

Une autre conclusion très importante s'impose relativement aux échanges luso-brésiliens de marchandises. Compte tenu de la présence relativement forte de certains produits primaires (parfois semi-transformés) dans l'importation portugaise du Brésil, tels que ceux qu'on vient d'évoquer – en particulier : *cuirs et peaux*, *bois*, *sisal et autres fibres assimilées* – cela mène à conclure que ces *inputs*, venus d'outre-Atlantique, sont importants dans la production, et par conséquent dans l'exportation de certains secteurs dits traditionnels le Portugal est internationalement compétitif, comme la chaussure, le bois et les cordes et sacs. On perçoit donc un certain degré

d'articulation fonctionnelle, en termes d'avantages comparatifs, entre les deux pays, qui les rend partenaires effectifs dans la chaîne globale de création de valeur.

Tabl. VI. — PORTUGAL : LES DIX PRINCIPALES MARCHANDISES IMPORTÉES DU BRÉSIL\*  
(en milliers de contos)

	1990		1996		1997	
Produits	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
1. Soja, y compris trituré	6863,0	12,25	13586,8	18,67	19144,4	18,53
2. Cuir et peaux	12105,8	21,60	15517,6	21,33	16257,6	15,74
3. Divers véhicules aériens **	--	--	--	--	10917,1	10,56
4. Bois brut	--	--	4146,8	5,70	9262,8	8,97
5. Eaux de vie et autres extraits (soja)	2881,0	5,14	6311,2	8,67	8370,4	8,10
6. Café	1034,1	1,85	3071,8	4,22	4549,6	4,40
7. Bois comprimé	828,7	1,48	2273,5	3,12	2724,7	2,64
8. Sucre	2850,3	5,09	--	--	1979,3	1,92
9. Sisal et autres fibres assimilées	1590,9	2,84	1561,6	2,15	1946,2	1,88
10. Bois profilé	--	--	1617,3	2,22	1506,4	1,46
Total dix principales		50,25		66,08		74,20

\* par ordre d'importance en 1997.

\*\* Divers véhicules aériens : hélicoptères, avions, véhicules spatiaux, satellites et autres.

Source : INE, *estatísticas do comércio externo*, Lisbonne.

Un autre aspect doit être souligné dans la mesure où il illustre les mutations du commerce luso-brésilien de marchandises pendant les années 1990 : ce fut l'apparition en 1997, dans la liste des dix principaux produits importés de la rubrique *autres véhicules aériens* (3<sup>e</sup> rang avec 10,56%), qui correspond essentiellement à l'acquisition d'avions. On sait que le Brésil a, depuis un certain temps, un avantage compétitif important sur des segments de la production aéronautique (surtout dans la construction d'avions de taille moyenne par l'EMBRAER), mais il est un fait que c'est seulement au cours des dernières années que ce produit est apparu dans la liste principale du commerce bilatéral, profitant probablement de l'élan général que ces relations ont connu et du flux d'information en découlant.

Au-delà de ce cas particulier, les importations de produits industriels restent cependant peu représentatives. En effet, la même année, la rubrique suivante est *pièces détachées pour moteurs* (12<sup>e</sup> position avec 1,36 % du total). Par ailleurs, les deux produits évoqués précédemment n'avaient pas une valeur significative au début de la décennie. En ce sens, on peut aussi dire qu'il y a eu une certaine amélioration. Si l'on prend comme référence l'année 1991, les premiers produits ouvertement industriels occupaient la 12<sup>e</sup> position (*pompes atmosphériques*, 1,98 % du total) et la 22<sup>e</sup> (*bulldozers, niveleuses, pelles mécaniques*, etc., 0,93 % du total). Quoi qu'il en soit, le passage à des étapes plus avancées dans le commerce bilatéral, implique certainement l'augmentation des exportations industrielles brésiliennes, surtout dans les biens où ce pays présente des avantages.

En ce qui concerne les *journaux et publications périodiques* et les *livres, brochures et imprimés*, ces rubriques perdent en poids relatif dans l'importation portugaise du Brésil au cours de cette période (de même que les exportations telles qu'on a vu plus haut, bien que le point de départ fût aussi moindre). Ainsi, ces rubriques sont respectivement passées, de 1990 à

1997, de 11<sup>e</sup> à 14<sup>e</sup> position (en % du total, de 1,51 à 1,22) et de 13<sup>e</sup> à 19<sup>e</sup> (en % du total, de 1,42 à 0,64). Il faut de plus remarquer que si le Portugal bénéficie d'une position excédentaire dans la catégorie *livres, etc.*, il se passe exactement le contraire dans la rubrique *journaux, etc.* (d'ailleurs, cette dernière importation a même relativement augmenté après 1995).

Cette analyse des exportations et des importations, soit en termes généraux, soit par produits, a, on l'espère permis une vue d'ensemble du commerce luso-brésilien de marchandises et de sa dynamique au cours des années 1990, qui illustre, non seulement le processus accéléré de changement qu'il a traversé, mais aussi quelques-unes de ses limitations.

### Vue d'ensemble sur les autres flux courants

Les échanges de marchandises, traditionnels dans les relations économiques extérieures, ne sont plus qu'une part, parfois même la principale, dans l'ensemble des transactions réalisées entre pays (ici le Portugal et Brésil). Il devient donc nécessaire de considérer également les autres flux, dont l'importance relative augmente de plus en plus, tels que les échanges de services, les revenus de capitaux et les transferts unilatéraux, c'est-à-dire, au-delà des marchandises, les plus représentatifs au sein de la balance des transactions courantes. D'ailleurs, aucun d'eux ne peut être sous-estimé dans le contexte luso-brésilien. Il s'agit d'un domaine majeur mais complexe des relations économiques bilatérales.

Il faut cependant, au préalable, attirer l'attention sur le fait que, plus que dans d'autres parties de cette étude, il a pas été difficile de dépasser certaines failles statistiques, en particulier pour la période 1992-94<sup>4</sup>, ce qui limite beaucoup notre capacité d'analyser ces flux. Néanmoins, il est évident qu'ils ont, en général, connu, depuis la fin des années 1980, une augmentation considérable, même en termes relatifs.

### *Échange de services, revenus de capitaux et transferts unilatéraux : un paysage hétérogène mais revigoré*

Malgré sa diversité, l'ensemble de ces flux a connu une évolution plutôt conforme aux tendances générales. En commençant d'abord par l'échange de services (Tabl. VII), il faut remarquer que, pendant la période considérée et surtout dans les trois dernières années (1995-97), l'essentiel de ce commerce a été concentré sur un nombre réduit de rubriques dans les deux sens (d'après l'ordre de 1997) : *voyages et tourisme, transports, autres services fournis par les entreprises et services de communications*. Les autres rubriques, ont soit une faible valeur (*travaux de construction, assurances, etc.*), soit sont très instables, comme les *opérations gouvernementales*.

4 Des sources de la Banque du Portugal mentionnent surtout des problèmes d'ordre méthodologique liés à des altérations dans le système statistique de la balance de paiements, qui sont entrées en vigueur en 1993. En effet, comme on peut aisément constater dans les tableaux VI et VII et dans l'annexe 2, les séries statistiques retenues sur les flux courants, autres que ceux de marchandises, se montrent assez aléatoires pour les années 1992-1994. Cela est particulièrement vrai pour les rendements de capitaux et les transferts unilatéraux (mais il y a aussi des différences méthodologiques concernant la comptabilité d'autres flux tels que les transports et les assurances). De manière non surprenante, l'option a été de ne pas s'appuyer (dans les conclusions) sur les chiffres de ces années anomiques ou lorsque les séries ne sont pas comparables.

Tabl. VII. — PORTUGAL : LE COMMERCE DE SERVICES AVEC LE BRÉSIL, 1993-1997 ; PRINCIPALES RUBRIQUES  
(en millions d'escudos)

	1993			1994			1995			1996*			1997*		
	débit	crédit	solde	débit	crédit	solde	débit	crédit	solde	débit	crédit	solde	débit	crédit	solde
<i>Services</i>	10,726	17,022	6,295	8,995	14,762	5,767	13,314	18,551	5,237	20,594	31,987	11,393	25,243	30,852	5,610
Transports	166	75	-91	89	1,507	1,418	241	344	102	5,367	10,732	5,365	7,582	10,295	2,713
Voyages et tourisme	3,703	11,968	8,265	4,407	11,333	6,926	6,524	13,676	7,152	7,251	13,898	6,647	8,123	15,947	7,825
Services de communications	3,714	4,517	803	1,950	514	-1,436	2,275	3,494	1,219	2,010	3,175	1,164	1,479	2,460	982
Travaux de construction	6	0	-6	137	0	-137	84	0	-84	58	110	52	55	0	-55
Assurances	1	123	122	13	5	-8	35	0	-34	60	52	-8	36	0	-35
Services financiers	94	48	-46	25	257	232	671	237	-434	235	242	7	227	129	-99
Services d'information et d'informatique	7	1	-6	18	22	5	23	143	121	10	47	37	165	34	-131
Droits de patentes et de marques	58	71	13	506	422	-85	145	3	-142	366	48	-318	1,578	33	-1,545
Autres opér. fournies par les entreprises	262	199	-63	1,163	240	-923	1,126	172	-954	2,961	3,428	467	3,475	1,537	-1,937
Intermédiation commerciale	43	58	15	159	169	10	114	72	-42	603	3,037	2,434	419	1,222	804
Location sans tripulation	42	0	-42	0	0	0	13	0	-13	0	5	5	143	9	-134
Autres services de nature professionnelle et technique	177	141	-37	1,004	71	-934	1,000	100	-899	2,357	386	-1,972	2,913	306	-2,607
Services de nature personnelle	151	21	131	440	44	-396	1,153	119	-1,034	911	73	-838	687	42	-645
Opérations gouvernementales	2,566	0	-2,566	246	418	172	1,037	362	-674	1,365	181	-1,183	1,836	374	-1,461

\* Données provisoires.

Source : Banco de Portugal.

Dans le cadre d'un examen plus détaillé, il vaut encore la peine de relever le cas de la rubrique *droits des patentes et marques* dont l'importance se traduit surtout par l'achat croissant de ces services au Brésil par le Portugal, ce qui est très probablement dû à une offre brésilienne plus large dans ce domaine, créée grâce aux importants efforts de recherche-développement déployés par le pays et par sa dimension géante, qui élargit et diversifie la production malgré tous ses retards.

Compte tenu du poids des rubriques principales, dont les soldes lui sont, en général, très favorables (sauf *autres opérations fournies par les entreprises* plutôt favorable au Brésil), le résultat global de la balance des services est presque toujours excédentaire pour le Portugal<sup>5</sup>. Pourtant, au cours des dernières années, il se passe ici apparemment l'inverse de ce qu'on avait pu constater pour le commerce de marchandises, c'est-à-dire que le taux de couverture (favorable au Portugal dans ce cas), se réduit de plus en plus. En effet, il était de 158,7 % en 1993, de 139,3 % en 1995 et de 122,2 % en 1997, ce qui suggère des rapports plus équilibrés dans le cadre du commerce bilatéral total (marchandises + services), à mesure que les flux augmentent.

Il est intéressant de remarquer au passage la proximité, les années 1995-97, de la valeur de l'exportation portugaise de services et de celle de marchandises vers le Brésil, puisque le rapport entre les deux a été de 0,75 en 1995, de 0,87 en 1996 et de 0,76 en 1997. Cela démontre nettement l'importance des services dans le contexte des échanges luso-brésiliens, mais on doit tenir compte du fait que cette situation traduit aussi une spécialisation internationale différente : le Portugal est plus fort dans les services, le Brésil surtout dans l'agro-alimentaire et très peu dans les services (Ramses 1998 ; Silva 1999).

Malgré le trouble statistique qui empêche une lecture plus approfondie et sereine des données, surtout dans la première moitié des années 1990, le scénario global pour cette décennie, quant aux revenus de capitaux et aux transferts unilatéraux, tel qu'on peut l'observer dans le tableau VIII, n'est pas fondamentalement différent de celui qu'on vient de décrire pour les services seuls. En effet, ces deux catégories de flux ont, en général, augmenté au cours de cette période, soit en débit, soit en crédit (dans la perspective portugaise) et leurs soldes sont globalement favorables au Portugal.

En ce qui concerne d'abord les *revenus de capitaux*, on doit souligner leur croissance très rapide dans les deux sens, surtout au cours des dernières années considérées, ce qui est dans l'essentiel cohérent avec l'intensification des mouvements bilatéraux de capitaux, en particulier de l'investissement direct, tel qu'on le constatera d'ailleurs, d'une façon détaillée, au point suivant.

À l'égard des *transferts unilatéraux*, pour la plupart des transferts d'émigrants, on observe cependant que l'avantage portugais devient de plus en plus mince, après une croissance très accélérée des transferts du Portugal vers le Brésil, dont le poids était tout à fait négligeable au début de la décennie de 1980, mais pas du tout à la fin des années 1990. Effectivement, le rapport débit/crédit de cette catégorie, toujours dans l'optique portugaise qui ne dépassait pas 0,9 % en 1980-81, a atteint 7,5 % en 1990-91 et 40,5 % en

5. Selon les chiffres fournis par la Banque du Portugal, pendant la période 1990-97, la balance des services avec le Brésil est toujours favorable au Portugal, sauf en 1991 (en 1992, si l'on considère la balance de services et de rendements ; cf. annexe 1). Ces chiffres doivent cependant être interprétés avec réserves évoquées auparavant ; mais le surplus favorable au Portugal, en tant que tendance, est indéniable.

1996-97, ce qui montre bien un rapprochement très rapide, en rendant caduque l'idée traditionnelle qu'ils circulaient dans le seul sens Brésil⇒Portugal. Il faut noter que cette évolution est probablement due à une certaine augmentation récente du nombre de résidents brésiliens au Portugal ; à la différence du passé, les deux pays sont maintenant, en quelque sorte, simultanément, d'émigration et d'immigration (Silva 1999). Cette évolution laisse aussi supposer une mobilité de personnes relativement plus intense entre les deux pays.

Tabl. VIII. — PORTUGAL : REVENUS DE CAPITAUX ET TRANSFERTS UNILATÉRAUX  
AVEC LE BRÉSIL  
(en millions d'escudos)

Années	Revenus de capitaux			Transferts unilatéraux		
	débit	crédit	solde	débit	crédit	solde
1980	141	234	93	15	2025	2010
1981	33	177	144	29	2953	2924
1982	35	301	266	44	4021	3977
1983	28	261	233	76	3415	3339
1984	46	347	301	99	5000	4901
1985	87	1114	1027	226	5625	5399
1986	17	446	429	331	5114	4783
1987	131	721	590	375	4763	4388
1988	108	2083	1975	194	3385	3191
1989	28	1847	1819	106	3167	3061
1990	65	584	519	269	5669	5400
1991	70	342	272	497	4884	4387
1992	230	61	-169	1943	3944	2001
1993	2566	—	-2566	245	450	206
1994	246	418	172	466	1724	1258
1995	2110	4510	2400	5478	6903	1424
1996	3176	11183	8006	4360	8100	3739
1997	3439	9788	6349	3072	11313	8241

Source : Banco de Portugal.

Les deux flux bilatéraux sont donc devenus non seulement plus importants mais aussi, à l'instar des autres flux courants déjà étudiés, plus équilibrés.

Bref, les échanges de services, les revenus de capitaux et les transferts unilatéraux, dans leur ensemble, malgré leurs particularités, s'insèrent parfaitement dans les tendances générales des relations économiques luso-brésiliennes pendant les années 1990, particulièrement en ce qui concerne la croissance<sup>6</sup> et un plus grand équilibre. Bien sûr, cela ne veut pourtant pas dire que ce mouvement se va poursuivre sans obstacles dans le futur, d'autant plus que, dans sa plus haute expression, il est récent et reste encore sujet à une certaine contingence statistique.

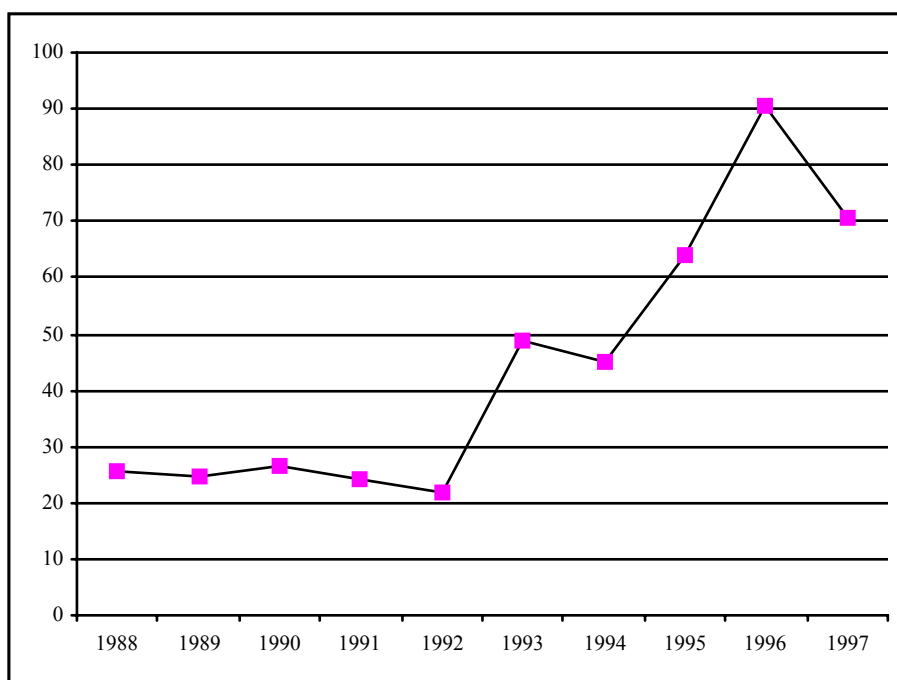
### *Des transactions courantes plus intenses et équilibrées*

Nous sommes maintenant en conditions de faire quelques remarques sur l'ensemble des flux courants analysés, qu'il s'agit de commerce de biens et

6. Par exemple, lorsque les séries de la balance de services et revenus sont relativement comparables de 1980 à 1990 et de 1995 à 1997, la tendance de croissance de ces flux est claire (Annexe 1).



services, de rendements de capitaux ou de transferts unilatéraux. Bien qu'incomplète, il manque les opérations de capitaux, nous avons ainsi une perspective relativement plus large sur les relations économiques luso-brésiliennes. De plus, cette vue d'ensemble réduit un peu l'impact des importantes failles statistiques sectorielles déjà signalées.



Source : Banco de Portugal.

Fig. 2. Portugal : solde de la balance de transactions courantes avec le Brésil, 1988-1997 (rapport crédit/débit en %)

Deux conclusions fondamentales s'imposent. D'une part, malgré les différences considérables entre eux, on observe une tendance générale à l'augmentation des flux courants, et cela dans les deux sens. D'autre part, à l'inverse de la balance des biens, les soldes des services, des revenus de capitaux et des transferts unilatéraux sont, d'une façon générale, favorables au Portugal, en rendant la balance de transactions courantes, dans son ensemble beaucoup plus équilibrée que la simple analyse de sa composante de marchandises laissait croire, à première vue. Tout ceci est particulièrement vrai pour les années 1990.

En ce qui concerne encore le problème de l'équilibre des transactions courantes, tel qu'on peut le constater à la figure 2, le solde avec le Brésil, bien que négatif pour le Portugal, s'est réduit de plus en plus au cours de la période : le rapport crédit/débit a passé de 24,8% en 1988, à 48,7% en 1993 et à 70,7% en 1997 ; il a même été presque équilibré en 1996 (90,3%). Autrement dit, le taux de couverture de cette balance qui inclut les flux les plus

importants, à l'exception de ceux de capitaux, a été, pendant les dernières années, beaucoup plus proche de l'équilibre par rapport au début des années 1990. L'évolution qu'on vient de constater est due non seulement aux soldes positifs « structureaux » de la balance des invisibles courants (y compris le rendements de capitaux et les transferts unilatéraux), – bien que les soldes de deux de ses *items*, tels qu'on les a vus, se trouvaient en nette diminution relative (échange de services et transferts unilatéraux) – mais aussi à une amélioration sensible du taux de couverture de la balance de marchandises dans la période considérée, tendance déjà signalée précédemment.

En bref, avant de passer à l'étude de l'investissement direct entre les deux pays, on doit souligner que la balance bilatérale de transactions courantes, analysée ici à travers ses composantes les plus représentatives, a connu depuis 1992, un élan général qui l'a rendue plus significative en termes statistiques, et qui la montre complexe et variée dans sa composition structurelle et sa dynamique, en ressortant l'intérêt multiple de ces relations qui semblaient endormies, jusqu'à il y a quelques années.

### **L'investissement direct : un facteur neuf**

Dans le domaine de l'investissement étranger, et peut-être davantage encore que dans les autres, on a constaté des changements profonds et novateurs, au cours des années 1990. En effet, malgré certaines vicissitudes et des déséquilibres significatifs inévitables lorsqu'il s'agit d'opérations de capitaux, fortement cycliques et occasionnelles en essence, la dynamique de ces flux entre le Portugal et le Brésil, se montre clairement en évolution vers des niveaux supérieurs d'interpénétration. Ce processus est d'une importance majeure dans la mesure où l'investissement direct, bien au-delà des autres flux, tend à découler d'une vision stratégique et de plus long terme des relations extérieures, notamment dans un contexte de mondialisation des économies (Dunning 1993). Or, ceci est vraiment nouveau dans le cadre luso-brésilien des dernières décennies.

En ce qui concerne les flux bilatéraux d'investissement direct<sup>7</sup>, dans la perspective portugaise aussi bien que dans la brésilienne, la période connaît deux phases bien distinctes, d'importance asymétrique, notamment en termes de durée. L'année-charnière est celle de 1995.

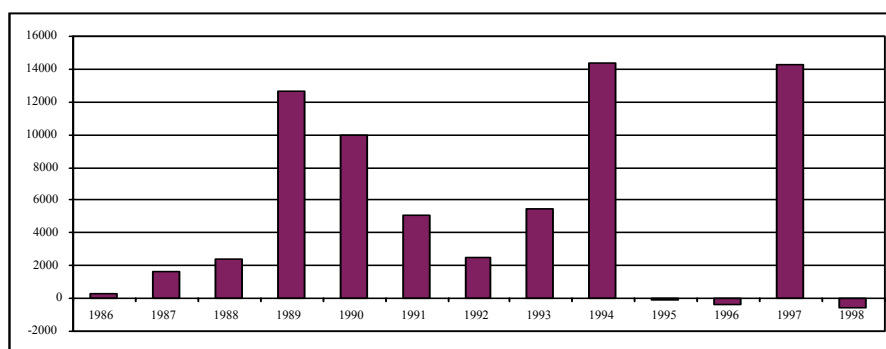
### ***Des premiers mouvements à pas inégal***

Malgré sa faible expression dans les décennies précédentes, il semble bien (Silva 1994a) que le capital brésilien fut le premier à avancer dans le sens de relations économiques bilatérales modernes, à partir de la deuxième moitié des années 1980, en investissant alors au Portugal (*cf.* annexe 2). Cependant, cela se produisait dans le cadre d'une conjoncture économique difficile à l'intérieur, plus que grâce à un vrai processus d'internationalisation préparé, bien qu'il ait coïncidé avec le démarrage de la libéralisation

7. Il faut souligner que l'étude de l'IDE faite ici, se fonde sur les flux de la balance de capitaux portugaise et que, par conséquent, elle ne tient pas compte des mouvements d'entreprises étrangères avec participation des deux pays dans le capital, qui ne sont pas enregistrés par cette balance.

commerciale du Brésil, après plusieurs décennies de fermeture économique et de politiques auto-centrées, à la fin des années 1980 (OCDE 1992 ; Pereira 1996 ; Silva 1999).

D'autre part, suite à l'entrée du Portugal dans la Communauté européenne en 1986, les années suivantes et jusqu'au début des années 1990 (cf. annexe 3), un grand afflux d'IDE dans le pays s'est produit (Silva 1990) et le Brésil a visiblement participé à ce processus. La figure 3 l'illustre. De 1987 à 1994, l'IDE brésilien au Portugal a toujours dépassé un million de contos, parfois beaucoup plus, des valeurs en général petites, il est vrai, mais importantes du point de vue d'un processus en démarrage. L'IDE brésilien au Portugal a même atteint des maxima en 1989 et 1994 (quand il a représenté respectivement 4,9 % et 6,9 % du total net de l'IDE entré), et il n'a montré un manque de dynamisme qu'au cours des dernières années 1990, sauf en 1997 (cf. annexe 2).



Source : Banco de Portugal (annexe 2).

Fig. 3. Brésil : IDE au Portugal, 1986-1997  
(millions d'escudos)

En essayant de caractériser l'IDE brésilien au Portugal dans cette période, plus exactement en 1989-95 lorsqu'il a été le plus significatif, on peut observer (Silva 1999), qu'il a concerné principalement des *entreprises déjà installées* (57,4 % du total), des *entreprises nouvelles* (24,2 %), et le reste a été appliqué dans d'autres types d'opérations. En termes sectoriels, il s'est dirigé vers les *services financiers* (39,6 % du total), *l'équipement et travaux publics* (30,3 %), *le commerce* (10,9 %), *l'immobilier* (9,2 %), et le reste (10 %), s'est réparti en d'autres rubriques mineures. Géographiquement, on a des données concernant la période 1991-95. Or, de ce point de vue, l'IDE brésilien au Portugal a suivi la tendance générale, d'une façon encore plus accentuée, puisqu'il s'est hautement concentré dans la région de Lisbonne (plus de 90% du total). Vu globalement, comme il est jusqu'à un certain point logique, cet ensemble de traits suggère qu'il s'agit d'une implantation en ses phases initiales, très concentrée régionalement (Lisbonne), sectoriellement (services financiers) et dans le type d'entreprises (déjà installées).

En revanche, l'IDE portugais au Brésil, de 1980 à 1994, n'a jamais été supérieur à un million de contos ; pendant une bonne partie des années 1980, il a été pratiquement nul et, en 1980-84, le désinvestissement a même dépassé l'investissement (cf. annexe 2). D'ailleurs, on peut dire que, au cours de la décennie précédente, le Portugal n'a eu aucune stratégie conséquente

d'internationalisation, en particulier en ce qui concerne le Brésil et l'Amérique latine (Tovias, 1989), y compris les politiques d'encouragement à l'investissement à l'extérieur de ses entreprises. Il est très illustratif qu'une publication de l'ICEP (l'organisme public pour le commerce et l'investissement avec l'extérieur), de 1991, regrettait la situation dans les termes suivants : « le poids du Brésil dans les applications du capital portugais à l'étranger est très réduit, et également peu significatif dans le contexte brésilien, et même la ligne de crédit mutuel de 300 millions de USD, créée en 1989, n'est pas utilisée par les Portugais, à l'inverse des Brésiliens, note l'auteur » (p. 27).

Quoi qu'il en soit, force est de constater qu'en termes généraux, il y a des signes de changement au début des années 1990, et que le Portugal a alors (re)commencé à investir à l'extérieur, d'une façon de plus en plus significative. Ainsi, l'IDE portugais à l'extérieur a augmenté, passant de 0,07 % du PIB en 1986 à 0,68 en 1991 et à 1,72 % en 1997. Il est évident que la simple acceptation des prémisses d'insertion internationale des autres partenaires européens – en général, des puissances commerciales de même que des grands investisseurs à l'étranger, caractéristique qui semble encore plus marquée lorsqu'il s'agit de petites économies développées (Silva 1996a) –, impliquait un effort sérieux en vue de se lancer dans cette dimension fondamentale de l'internationalisation moderne.

Néanmoins, au cours de ces années initiales, la reprise de l'IDE portugais à l'étranger est marquée par sa concentration en Espagne, ce qui a amené des auteurs comme Porter à recommander, en 1994, que l'économie portugaise, dans sa stratégie de compétitivité internationale, devait aller « au-delà de l'Espagne », c'est-à-dire, essayer des mouvements d'une dimension plus globale, européens et extra-continentaux, et non strictement régionaux. En effet, au cours de cette période, le Brésil, et plus encore le reste de l'Amérique latine, n'ont pas attiré l'IDE portugais, qui s'est maintenu vraiment insignifiant jusqu'en 1994 (Tabl. IX).

Tabl. IX. – IDE : FLUX NETS POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES, 1980-1994  
(en millions de USD)

	1980-84*	1985-89*	1990	1991	1992	1993	1994	1990-94*
Allemagne	321	242	323	549	256	38	675	368
Autriche	-	-	5	-	-	4	22	-
Belgique	9	21	57	34	70	-92	-145	-15
Danemark	-	2	15	2	2	25	3	9
Espagne	151	106	141	213	166	76	2 058	531
Finlande	-	6	23	-4	37	15	18	18
France	232	107	284	-12	147	334	102	171
Italie	84	110	56	123	-48	-13	-2	23
Portugal	-	-	-	1	3	-1	-	1
Royaume-Uni	310	605	489	63	538	216	1 328	527
Suède	-	-4	50	-12	-13	12	4	8
Union europ.	1 176	1 265	1 730	1 271	1 398	916	4 446	1 952
Norvège	70	70	292	314	242	303	382	307
Suisse	-	-	-	-	-	487	161	130
Europe	1 176	1 265	1 730	1 271	1 398	1 404	4 607	2 082
EUA	1 263	941	3 217	4 970	5 568	8 325	11 582	6 732
Japon	435	149	399	561	270	132	568	386
Europe-EUA	2 873	2 355	5 346	6 802	7 236	9 860	16 757	9 200
Japon								

\* Moyennes annuelles.

Source : IRELA/IDB, 1996.

Il est intéressant de remarquer que l'Espagne a suivi une politique beaucoup plus active en ce domaine. En effet, elle a investi d'une manière significative dans cette région du monde depuis le début des années 1980 (Tabl. IX), notamment sur la base de capitaux publics (White 1997), et plus généralement sur la base de sa « relation spéciale » (Schumacher 1995). Le fait que l'Amérique latine connaissait alors des temps difficiles (crise de l'endettement extérieur) n'a pas contribué à l'éloignement de l'Espagne, au contraire. En s'appuyant sur cette politique, elle a su créer des racines solides, au sens moderne, dans la région, et lorsque la reprise s'est amorcée au début des années 1990, elle est même devenue le principal investisseur européen en Amérique latine avec 531 millions de USD, en moyenne annuelle, de 1990 à 1994 (cf. Tabl. IX). D'ailleurs, pour l'Espagne, cette région, au cours de ces années, a été, après l'Europe, la deuxième destination de son investissement (bien que la part canalisée vers le Brésil, et pour cause, fût relativement négligeable). En revanche, comme on vient de le voir, pendant tout ce temps le Portugal et ses entreprises ont surtout brillé par l'absentéisme dans la région latino-américaine. Le changement radical n'est survenu qu'à partir de 1995.

#### *Les années 1995-1998 : l'essor rapide de l'IDE portugais au Brésil*

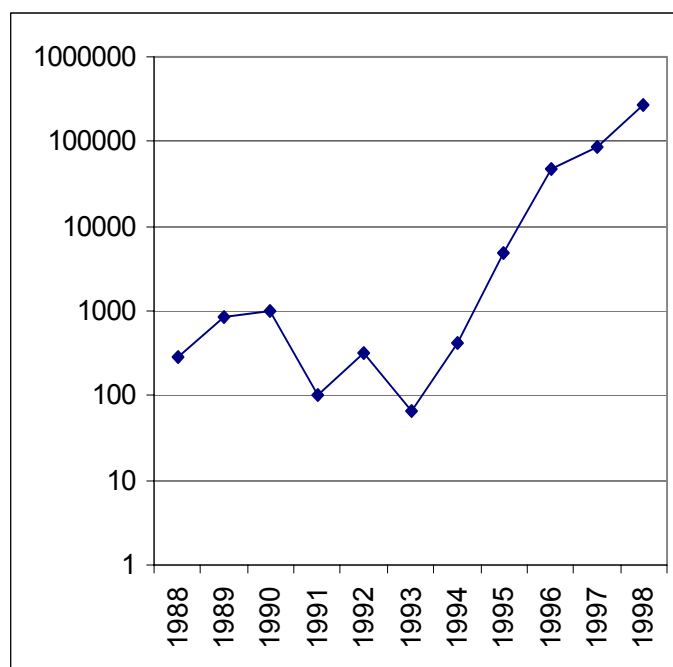
Malgré le tournant franchement positif du commerce de biens et services et d'autres flux courants, il ne fait pas de doute que le principal fait nouveau pendant la seconde moitié des années 1990, dans le cadre des relations économiques bilatérales, fut l'augmentation extrêmement rapide de l'IDE portugais au Brésil, après des décennies de nulle ou très réduite expression.

#### *Les chiffres d'une ascension vertigineuse*

En effet, tel qu'on peut constater dans la figure 4<sup>8</sup>, seulement au cours des dernières années, plus précisément depuis 1995, s'est déclenché au Portugal un mouvement puissant et en forte augmentation d'une année sur l'autre, d'investissement au Brésil. On est très vite passé de quelques centaines de milliers de contos en 1994 à quelques centaines de millions de contos en 1998. En 1996-98, le Brésil a même été la principale destination de l'IDE portugais à l'extérieur, et en 1997, le Portugal a été l'un des principaux investisseurs au Brésil, en occupant la sixième place dans le classement général (cf. annexe 5), et la troisième parmi les partenaires communautaires, après les Pays-Bas et la France ; et en 1998, il a même été le troisième investisseur étranger. Comme ce mouvement s'est poursuivi d'une façon très accélérée, les flux cumulés d'investissement entre les deux pays, qui s'équilibraient en 1996, sont devenus beaucoup plus significatifs du côté portugais au cours des deux dernières années, dans la mesure où le Portugal a beaucoup plus investi au Brésil que l'inverse, récupérant et même dépassant le retard précédent.

---

8. Pour des raisons liées à la construction du graphique en échelle semi-logarithmique, dans ce cas, les données de l'IDE concernent les entrées brutes. Cependant, cela ne change presque rien à l'évolution de cette variable, sauf un peu, en 1998 (pour les détails voir l'annexe 2).



Source : Banco de Portugal (annexe 2).

Fig. 4. Portugal : IDE au Brésil, 1986-1998  
(entrées brutes ; échelle semi-logarithmique)  
(millions d'escudos)

Pour l'année 1998, il faut évoquer le cas, parmi d'autres<sup>9</sup>, de l'acquisition de la Telesp Celular (réseau de téléphones mobiles de l'État de São Paulo) et de 23 % de la Telesp Participações (réseau fixe de téléphone de l'État de São Paulo) par Portugal Telecom (PT, l'entreprise publique de télécommunications), dans le cadre de la privatisation de la Telebrás, l'une des plus grandes jamais réalisées à l'échelle mondiale. Au moment de l'opération (le 29 juillet 1998), sa valeur globale aurait été de l'ordre de 716 millions de contos ; même si, tel que PT l'a admis par la suite, le montant final à payer sera sensiblement inférieur (compte tenu de la revente de certaines parts, hypothèse soulevée par les *médias*, et surtout de la dévaluation du real, car le mode de paiement, calculé dans cette monnaie, était étalé dans le temps). En tout cas, il s'agit, de la plus grande opération d'internationalisation de capitaux réalisée par une entreprise portugaise au cours des dernières décennies. De plus, cette opération a établi un lien important entre les deux économies, dans une aire stratégique au niveau mondial. Depuis 1995, des

9. Nous citons par exemple, l'opération réalisée le 17 septembre de 1998, c'est-à-dire en pleine crise du change brésilien, lorsque EDP (Électricité du Portugal), associée à la Companhia Paulista de Força e Luz, a acquis le contrôle de l'Empresa Bandeirante de Energia pour la somme de 150 millions de contos (en fait, EDP, compte tenu de sa participation majoritaire de 56 % dans la *joint-venture* ainsi formée, doit payer l'importance de 85 millions de contos).

contacts s'étaient établis entre les deux entreprises, Portugal Telecom et Telebrás, qui avaient alors formé une alliance, bien qu'il n'y ait pas de rapport direct entre ce fait et les résultats de la privatisation de Telebrás.

Avec des investissements de ce type, l'année de 1998 a donc été pour la quatrième fois consécutive, d'augmentation très sensible de l'IDE portugais au Brésil. Au cours de cette période (c'est-à-dire, du 1<sup>er</sup> janvier 1995 au 31 décembre 1998), le Portugal y a investi environ 376 millions de contos, 39,5 % du total net investi à l'extérieur<sup>10</sup>. D'ailleurs, la part du Brésil dans le total a passé de 4,6 % en 1995 à 54,3 % en 1998. Si l'on tient compte non seulement de la valeur précédente, mais aussi du montant à payer par Portugal Telecom dans l'acquisition mentionnée précédemment, on peut évaluer (admettant un taux de dévaluation du real de l'ordre de 30 %, pour cette dernière opération), que le Portugal aura déjà probablement investi au Brésil, au cours des années 1995-98, une somme d'à peu près *huit cents millions de contos*.

Le Brésil apparaît ainsi comme une orientation stratégique très importante dans la politique d'internationalisation du Portugal, ce qui permet de rattrapper le retard signalé au point précédent par rapport aux autres pays européens, notamment l'Espagne, qui a investi d'une façon significative en Amérique latine dans la « décennie perdue » de 1980<sup>11</sup>. Ces observations s'appliquent aussi à la participation portugaise dans le grand prêt international, dont le montant global a été de l'ordre de 41 milliards de USD, accordé au Brésil dans le cadre de négociations avec le FMI, à la fin de 1998 et sanctionné au début de 1999, en vue de dépasser la crise financière. Même si des faiblesses conjoncturelles majeures apparaissent dans la récupération de la crise brésilienne, cette orientation nouvelle de la politique d'internationalisation portugaise s'avère très importante dans la mesure où elle peut traduire la formation d'un certain partenariat luso-brésilien stratégique et de long terme, surtout si l'on tient compte du processus de mondialisation en cours.

#### *Distribution par secteurs*

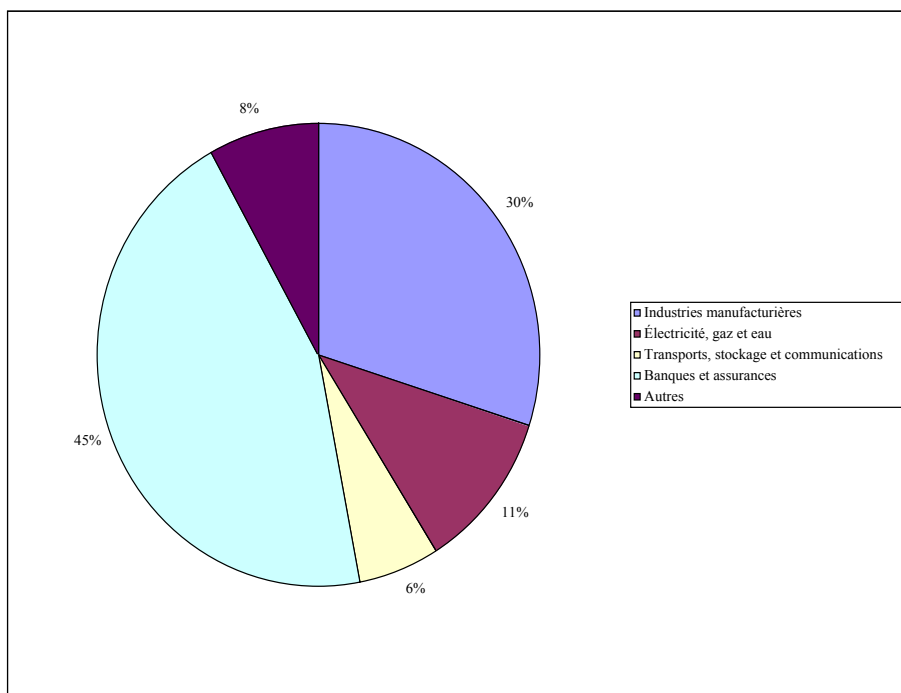
La tendance à investir au Brésil a été générale, en intégrant tant des capitaux publics (Portugal Telecom, CIMPOR, Caixa Geral de Depósitos, EDP, etc.) que des capitaux privés (SONAE, Espírito Santo, Jerónimo Martins, Cablete, etc.). Bien qu'ils ne soient pas les plus significatifs, il est juste de souligner le rôle de premier plan joué par ces derniers, surtout dans certains secteurs comme les industries manufacturières. D'autre part, ce mouvement inclut des entreprises portugaises représentatives des aires financière, infrastructures de base, production industrielle, distribution commerciale, etc. À cet égard, on doit aussi remarquer que les nouvelles concernant les affaires économiques luso-brésiliennes (conclues ou en

10. Valeurs calculées sur une base nette, c'est-à-dire, investissement moins désinvestissement (cf. annexe 2). Tel qu'on l'a déjà souligné, sauf en 1998, le désinvestissement est négligeable sur l'ensemble de la période récente ici analysée.

11. D'ailleurs, on constate (Silva 1999), que le profil de dispersion géographique de l'IDE portugais à l'extérieur, dans les années 1995-98, n'est pas sensiblement différent de celui de l'Espagne – sauf quelques détails importants dans une analyse plus fouillée ; par exemple, le plus grand poids relatif de l'Amérique du Nord comme destination de l'investissement espagnol –, en particulier en ce qui concerne l'Amérique latine (environ 40 %), bien qu'il faille tenir compte que l'investissement portugais au contraire de celui du pays voisin, est hautement concentré dans le Brésil.

projet), auparavant rares et peu significatives, sont devenues très fréquentes, dans les *média* notamment, montrant d'une façon claire la nouvelle page dans ce domaine crucial des relations bilatérales. En plus, un nombre croissant d'entreprises portugaises, et en particulier, les principaux groupes économiques sont devenus, ou tendent à devenir « luso-brésiliennes » ; certaines, telle la SONAE et Espírito Santo, ont même affirmé publiquement qu'elles projettent à terme, étant donné la réalité économique, d'avoir plus d'affaires au Brésil qu'au Portugal.

Mais quels furent les secteurs vers lesquels l'investissement portugais s'est le plus dirigé ? La figure 5 nous donne des éléments à ce sujet pour la période 1995-98 (pour cette dernière année, seulement le premier semestre), c'est-à-dire les trois années et demi initiales de sa grande expansion. Dans cette période, tel qu'on peut le constater avec plus de détail à l'annexe 4, l'IDE portugais au Brésil (dont la valeur globale a alors été de 244,5 millions de contos), s'est réparti dans plusieurs domaines : *banques, assurances et autres institutions monétaires et financières similaires* avec 45 % du total ; *industries manufacturières* avec 30 % ; *électricité, gaz et eau* avec 11 % ; *transports, stockage et communications* avec 6 % ; *commerce, restaurants et hôtels* avec 4 % ; les 4 % restant se sont répartis entre les autres rubriques, y compris les opérations immobilières, de valeurs moindres.



Source : Banco de Portugal (annexe 4).

Fig. 5. IDE portugais au Brésil, par secteurs économiques, 1995-1998 (1998, 1<sup>er</sup> semestre)



Quoi qu'il en soit, en cette phase, on doit souligner le poids relatif important de l'IDE portugais dans l'industrie manufacturière (près de 72 millions de contos du 1<sup>er</sup> janvier au 30 juin 1998 ; annexe 4), ce qui permet de distinguer quelque peu les deux cas (celui du Brésil au Portugal, où cette part était plus négligeable, et du Portugal au Brésil). En revanche, on doit aussi attirer l'attention sur le fait de sa très faible présence dans l'agrosylviculture et dans les industries extractives, deux secteurs de premier ordre dans l'économie brésilienne, et qui y bénéficient d'avantages comparatifs considérables (bien que, tel qu'on a vu précédemment, il y puisse avoir des investissements dans la filière forestière, par le biais de la TAFISA, une entreprise espagnole à participation portugaise). Cette absence est certainement due à la grande faiblesse compétitive portugaise dans l'agroalimentaire.

Bien sûr, il s'agit d'un échantillon qui n'est représentatif que des années initiales du processus, car, par exemple, la réalisation de nouveaux grands investissements (tel que celui de Portugal Telecom, qu'on a évoqué plus haut) peut encore changer considérablement son profil.

#### *Les raisons de l'essor*

Quelles sont les causes à la base de l'essor rapide de l'IDE portugais au Brésil pendant les années 1995-98 ?

Tout d'abord, il est certain que cette croissance rapide est liée aux processus de privatisation en cours au Brésil (télécommunications, de l'électricité ou des ciments, où les capitaux portugais ont afflué à une échelle très significative), valorisant les actifs des entreprises portugaises dans une perspective internationale alors qu'elles-mêmes, parfois publiques, étaient souvent en voie de privatisation.

En deuxième lieu, la présence importante de l'investissement portugais dans l'industrie manufacturière pendant les premières années du processus, permet de déceler aussi d'autres raisons, telles l'accès aux matières premières et à d'autres *inputs* à bas coûts et comme façon de parvenir sur un marché en expansion rapide – facteurs dont l'importance croît si l'on tient compte du contexte émergent du Mercosul et prometteur les premières années. Ce type de causes, qui ont favorisé l'investissement portugais, dépasse nettement la simple perspective de participer à des opérations de privatisation circonscrites très lucratives, et du moins, d'une façon indirecte, ont contribué au renforcement de la compétitivité des deux pays d'une manière plus intégrée.

En troisième lieu, la croissance du volume de l'IDE portugais au Brésil est liée à l'augmentation du commerce de biens et services au cours des années 1990, déjà évoquée auparavant. En effet, les études empiriques conduites à ce sujet ont bien montré qu'il y a une corrélation positive entre l'IDE et les exportations du pays d'origine et, d'autre part, une relation de complémentarité avec les importations en provenance du pays d'accueil<sup>12</sup>. Autrement dit, commerce et investissement ne sont plus des substituts, au contraire

---

12. Voir à cet égard OMC, *Rapport annuel 1996*, vol. II : 63-64.

ils avancent côte à côte. Donc, si le processus se poursuit, les relations économiques bilatérales peuvent déboucher sur un seuil supérieur, où, à l'image des économies les plus développées et de la mondialisation, le commerce et l'investissement se trouvent étroitement associés.

Néanmoins, et malgré sa portée déjà considérable, il faut avoir en tête que ce mouvement se trouve encore à ses débuts, puisqu'il n'a commencé qu'en 1995. L'expérience nous enseigne que tout ce qui se développe vite, même sur la base de causes puissantes, a besoin de temps pour donner des preuves sur le terrain concret (dans ce cas surtout réussir dans le cadre de la compétition au sein de l'économie brésilienne), qu'il s'agit bien d'une tendance durable et solide. De plus, il faut vérifier que le « boom » de l'IDE portugais au Brésil, n'aura pas simplement été une courte période d'affaires spéculatives très rentables (mettant à profit les processus de privatisation en cours, dans une conjoncture donnée), et qu'il se transforme en un partenariat effectivement compétitif dans un monde ouvert et global. Il est vrai que les entreprises portugaises, autant que les autres, peuvent répondre positivement à ces défis, mais il faudra encore suivre le processus de près, durant un certain temps, à fin de s'assurer de sa durabilité et de sa consistance.

### **Quelques réflexions sur la résurgence des relations économiques luso-brésiennes dans les années 1990**

Il y a eu une évolution très favorable des relations économiques luso-brésiennes au cours des années 1990, relativement aux décennies précédentes. En effet, le commerce de biens, malgré le maintien d'une certaine instabilité annuelle, s'est fortement développé, surtout les exportations portugaises, depuis 1992. Aussi, les échanges de services et les autres grands flux courants ont-ils, d'une façon générale, participé vigoureusement au processus. Enfin, *last but not least*, l'investissement direct a fait son apparition d'une manière remarquable; d'abord dans le sens Brésil⇒Portugal, de la fin des années 1980 jusqu'en 1994, et ensuite, après 1995, d'une façon encore plus éclatante dans le sens Portugal⇒Brésil. D'ailleurs, vers la fin de la décennie, très différemment de son début, les courants d'IDE étaient beaucoup plus importants que le commerce de marchandises (tandis que, en dépit du manque de données fiables, les flux invisibles semblaient se rapprocher de celui-ci). Dans leur ensemble, les relations économiques bilatérales devenaient aussi équilibrées (même en ce qui concerne les transferts unilatéraux, notamment les remises d'émigrants, on remarque maintenant une certaine réciprocité) et, par rapport à un passé peu distant, moins instables. De même, l'expectative, avec beaucoup plus de projets communs actuellement en examen croît. On constate d'ailleurs une forte augmentation de la demande générale d'information mutuelle.

Certes, cette évolution n'a pas été linéaire, et tous les flux n'ont pas augmenté au même rythme et en même temps. De plus, dans le deuxième semestre 1998, lorsque la crise financière et du change a éclaté au Brésil (forte élévation des taux d'intérêt suivie de la dévaluation du *real*), la diminution du commerce de marchandises et la progression du désinvestissement (de l'IDE portugais au Brésil) furent évidentes. Mais en dépit de ces vicissitudes conjoncturelles, la période reste très représentative du développement des relations économiques bilatérales, dans les conditions courantes

de la mondialisation. Ainsi, est-il important de réfléchir un peu plus sur ce processus, en essayant de le remettre en perspective.

Depuis la fin des années 1960 jusqu'en 1985, on peut remarquer dans l'économie portugaise, un tournant très significatif vers l'Europe (Silva 1990), ce qui a permis son ancrage sûr et fondateur (Silva 1994a). Après 1986, avec l'entrée dans la Communauté européenne, les relations économiques avec l'Espagne, délaissées depuis longtemps, se sont renforcées et le pays voisin est même devenu le principal partenaire commercial du Portugal. Bien qu'à une échelle plus petite, une tendance similaire semble couvrir le Brésil au cours des années 1990, en particulier dans leur deuxième moitié, sans cependant mettre en cause les deux mouvements précédents, bien au contraire. Dans cette évolution, vers la fin de la décennie, il semble qu'il y a une pondération plus souple des relations économiques extérieures du Portugal, où ces divers axes comptent, bien qu'à des niveaux et à des intensités différents, en particulier dans le cadre des groupements régionaux et des relations entre eux (UE-Mersosul).

D'autre part, des pays de langue officielle portugaise, le Brésil est à la fin des années 1990, de loin, le principal partenaire économique du Portugal. Bien que cette situation soit plus conforme aux données de la géo-économie, ce n'était pourtant pas le cas au début de la décennie (Tabl. X). Il est vrai que cette évolution est en large mesure due à la dégringolade de la position de l'Angola (compte tenu de l'intensification de la guerre civile pendant cette période), mais, d'un point de vue général, le renforcement de la position brésilienne est considérable et d'après les indicateurs qu'on a retenus, seul le Cap-Vert a aussi vu améliorer sa position entre 1992 et 1998 (*cf.* Tabl. X). Même si la conjoncture particulière des relations économiques luso-brésiliennes de 1998, ne va pas se maintenir à moyen terme (au niveau de l'investissement, par exemple, où il y a une tradition de cycles), ces conditions sont favorables à la création d'un partenariat, effectif mais plutôt informel, entre les deux pays économiquement les plus importants de la Communauté des pays de langue portugaise (CPLP).

Par ailleurs, historiquement, il est intéressant de remarquer que la période de stabilité macroéconomique des années 1990 (au Portugal, de l'entrée de l'escudo dans le système monétaire européen en 1992 à la participation à l'Union économique et monétaire en 1999 ; au Brésil, avec le Plan Real après 1994), d'ouverture à l'extérieur (en particulier, dans le cadre de l'Union européenne et du Mercosul) et de croissance relativement régulière des dernières années s'est révélée beaucoup plus favorable aux relations économiques bilatérales que toutes les nombreuses déclarations bien intentionnées de la période de transition vers la démocratie pour ne pas évoquer l'époque de Salazar/Caetano (Portugal)<sup>13</sup> et du régime militaire (Brésil), lorsqu'on a assisté à leur déclin progressif, malgré la copieuse rhétorique officielle autour de la soi-disante « Communauté luso-brésilienne ».

13. Ceci est fort évident sur l'ensemble de cette période (de 1926 à 1974), bien qu'une légère remontée relative, notamment du commerce et de l'investissement, qui n'a pas eu de suite immédiate, soit observable, à la fin des années 1960 et au début des années 1970 (pour les chiffres, voir Romão : 168 et Tabl. I).

Tabl. X. — PORTUGAL : COMMERCE ET INVESTISSEMENT AVEC LES PAYS DE LANGUE PORTUGAISE, 1992 ET 1998  
(d'après leur importance en 1998)  
(en millions d'escudos)

	1992						1998*					
	Commerce de biens		IDE		Total		Commerce de biens		IDE		Total	
	Exp.	Imp.	Vers	Du	Valeur	%	Exp.	Imp.	Vers	Du	Valor	%
<i>Brésil</i>	5 043	48 529	319	5 843	59 734	28,2	40 548	93 494	239 252	-606	372 688	73,2
Angola	110 581	15 654	1 775	10	128 020	60,4	73 843	4 390	2 973	70	81 276	16,0
Cap-Vert	7 734	387	21	10	8 152	3,8	23 658	1796	735	39	26 228	5,2
Mozambique	4 563	4 752	273	1	9 589	4,5	12 326	5 706	3 573	--	21 605	4,2
Guinée - Bissau	3 555	639	604	--	4 798	2,3	3 134	407	154	--	3 695	0,7
S. Tomé	1 570	66	--	--	1 636	0,8	3 390	228	--	--	618	0,7
TOTAL	13 3046	70 027	2 992	5 864	21 1929	100,0	156 899	106 021	246 687	-497	509 110	100,0

\* valeurs provisoires.

Note : -- = valeurs nulles ou non significatives.

Source : INE et Banco de Portugal.

Il faut aussi aller au-delà des grandes évidences empiriques et du cadre strictement bilatéral. Dans les conditions qui ont prévalu à l'échelle mondiale, au cours les années 1990<sup>14</sup> de circulation de plus en plus libre et de concurrence internationale, les petits bénéfices existant entre les pays à relation spéciale, comme ceux sous-jacents au cas luso-brésilien (par exemple, langue commune, et dès lors, communication plus facile et base plus favorable à davantage de circulation de biens et services, dans la mesure du moindre coût des transactions), tendent à être mis à profit non seulement par les firmes des deux pays mais principalement par les firmes multinationales et globales. Dans le contexte de la mondialisation, un certain nombre d'auteurs, comme Porter (1990), Bhagwati (1994, 1996), et Flanders (1997), ont souligné que les affinités ou les différences culturelles et historiques, au lieu de s'estomper, tendent à jouer un rôle économique très important, bien que complexe et parfois contradictoire. D'ailleurs, il est très significatif que cette urgence des relations économiques luso-brésiliennes se soit opérée en marge de toute intégration formelle entre les deux pays et parallèlement à leur plus grande ouverture et à l'intensification des flux mondiaux de capitaux.

La question centrale en cette fin de décennie est de savoir si ce processus encore récent, est ou non soutenable et s'il peut être amélioré dans sa substance. D'une part, en élargissant marchés et opportunités, il peut avoir un important effet rétroactif, aboutissant d'une façon générale, à une plus grande attraction mutuelle et « internalisant » les relations économiques bilatérales à des niveaux supérieurs à ceux d'un passé proche. Mais, d'autre part, il s'agit d'un mouvement qui fait ses premiers pas, peu structuré et ayant encore beaucoup de faiblesses en partie liées à la phase de démarrage où se trouve toujours l'internationalisation des deux économies et de leurs entreprises. Aussi, est-il peu articulé et rationalisé, et incapable de tirer parti de tous les avantages dont il bénéficie théoriquement. Par ailleurs, on ne peut sous-estimer non plus les tendances à la dispersion et à l'inconséquence – nous pensons concrètement à la mise en œuvre des nécessaires et crédibles stratégies bilatérales et multilatérales de long terme qu'on ne constate presque pas –, en particulier lorsqu'elles proviennent de l'intérieur des deux pays eux-mêmes.

Malgré les avantages potentiels que de plus grandes et meilleures relations économiques incluent pour les deux pays, il est peut-être prématuré de conclure à leur stabilisation « naturelle » sur la base de l'internationalisation conséquente des deux économies. De même, une éventuelle crise internationale, peut, au moins temporairement, freiner le processus, sinon le renverser – hypothèse assez académique il y a quelques années, mais pas tellement après les crises financières de 1997-98. Ainsi, faudra-t-il mettre en œuvre non seulement des politiques et des attitudes favorables à cette orientation (ou du moins qui ne soulèvent pas trop d'obstacles !) mais aussi contribuer au renforcement de l'information

---

14. Ces années sont caractérisées à l'échelle mondiale, par une grande croissance de la production, dans le commerce de biens et services et les mouvements de capitaux (Silva 1996a et 1997).

mutuelle sur les opportunités d'affaires, processus dans lequel les entrepreneurs jouent un rôle majeur, notamment en ce qui concerne l'utilisation des réseaux de contacts informels qu'on ne peut pas négliger dans ce cas.

*Mai 1999*

**Joaquim RAMOS SILVA**

Institut supérieur d'économie et de gestion (Lisbonne)

## ANNEXES STATISTIQUES

Annexe 1. — PORTUGAL : BALANCE DES SERVICES ET REVENUS  
AVEC LE BRÉSIL,  
1980-1997\*  
(en millions d'escudos)

Années	Débit	Crédit	Solde
1980	481	691	210
1981	472	695	223
1982	635	1171	536
1983	789	859	70
1984	801	954	153
1985	956	1 840	884
1986	1 339	1 522	183
1987	1 263	2 199	856
1988	1 439	3 612	2 173
1989	2 522	4 593	2 071
1990	2 462	3 442	980
1991	3 534	3 705	171
1992**	2 723	2 587	-141
1993**	10 971	17 472	6 501
1994	9 461	16 486	7 025
1995	14 911	26 037	11 127
1996	24 963	44 679	19 716
1997	29 453	41 497	12 045

\* Valeurs provisoires en 1996-97.

\*\* Les valeurs jusqu'en 1992 incluses ne sont pas comparables avec celles des périodes ultérieures, en raison de changements dans le système statistique de la balance de paiements, à partir de janvier 1993.

Source : Banco de Portugal.

Annexe 2. — PORTUGAL : FLUX D'INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER AVEC LE BRÉSIL,  
1980-1998\*  
(en millions d'escudos)

Années	Portugal - Brésil			Brésil - Portugal		
	Invest.	Désinv.	Solde	Invest.	Désinv.	Solde
1980	271	244	-27	156	9	147
1981	4	384	380	26	1	25
1982	3	243	240	157	47	110
1983	286	135	-153	30	6	24
1984	37	120	83	112	1	111
1985	15	-	-15	764	-	764
1986	14	-	-14	318	1	317
1987	-	-	0	1 685	19	1 666
1988	279	-	-279	2 436	-	2 436
1989	868	338	-530	12 617	-	12 617
1990	997	-	-997	11 365	1 354	10 011
1991	100	5	-95	5 081	24	5 057
1992	319	-	-319	2 839	358	2 481
1993	67	149	82	6 306	880	5 426
1994	430	1	-429	15 237	819	14 418
1995	4 722	-	-4 722	310	353	-43
1996	47 541	81	-47 460	133	550	-417
1997	85 105	546	-84 562	14 611	311	14 300
1998	269 185	29 933	-239 252	1 039	1 645	-606
Cumul	410 248	32 179	-378 069	75 222	-6 378	68 844

\* Valeurs provisoires en 1998.

Source : Banco de Portugal.

Annexe 3. — INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER : ENTRÉES NETTES ANNUELLES  
(en millions USD)

	1984- 1989*	1990- 1996*	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997**
Brésil	1 416	3 393	989	1 103	2 061	1 291	2 149	5 043	11 112	16 330
Portugal	639	1 590	2 610	2 448	1 873	1 534	1 270	685	708	1 713

\* Moyenne annuelle de la période

\*\* Estimations

Source: *World Investment Report* 96, 97 e 98

Annexe 4. — PORTUGAL : INVESTISSEMENT DIRECT AU BRÉSIL PAR SECTEUR (SOLDES)  
(en contos)

	1994		1995		1996		1997		1998*		1995 - 1998	
	Solde	%	Solde	%	Solde	%	Solde	%	Solde	%	Solde	%
Agriculture, sylviculture et chasse	-	-	-	-	67	-	899	1	954	1	1 920	1
Industries extractives	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Industries manufacturières	90	21	24	1	14 464	30	54 952	65	2 632	3	72 072	30
Électricité, gaz et eau	-	-	-	-	27 607	58	32	-	450	-	28 089	11
BTP	2	-	-	-	406	1	358	-	1 517	1	2 281	1
Commerces, hôtelleries	34	8	91	2	786	2	1 840	2	8 062	7	10 779	4
Transport, stock. et communication	-	-	-	-	-	-	-	-	14 487	13	14 487	6
Banques et assurances	54	13	3 722	79	3 189	7	25 091	30	77 774	73	10 976	45
Services collectivité	-	-	-	-	5	-	2	-	-	-	7	-
Mal définies	26	6	289	6	639	1	738	1	1 789	2	3 455	1
<i>Sous-total</i>	206	48	4 126	87	47 163	99	83 912	99	10 765	100	24 286	99
Opérations immobilières	224	52	596	13	411	1	650	1	153	-	1 810	1
<i>Total</i>	430	100	4 722	100	47 574	100	84 562	100	10 788	100	24 466	100

\* janvier-juin.

Source : Banco de Portugal.



Annexe 5. — BRÉSIL : INVESTISSEMENT DIRECT ÉTRANGER  
(en millions de dollars US)

	Stock (déc. 1995)		1996*		1997*	
	Valeur	%	Flux	%	Flux	%
États-Unis	10852,2	25,52	1975,4	25,77	4382,3	28,62
Allemagne	5828,0	13,70	212,0	2,77	195,9	1,28
Suisse	2815,3	6,62	108,8	1,42	81,2	0,55
Japon	2658,5	6,25	192,2	2,51	342,1	2,23
France	2031,5	4,78	970,0	12,65	1235,2	8,07
Canada	1819,0	4,28	118,5	1,55	66,2	0,43
Royaume-Uni	1792,6	4,21	91,5	1,19	182,5	1,19
Îles Virgin (GB)	1735,6	4,08	361,4	4,71	162,4	1,06
Pays-Bas	1534,5	3,61	526,8	6,87	1487,9	9,72
Italie	1258,6	2,96	12,3	0,16	57,4	10,37
Iles Cayman	891,7	2,10	655,7	8,55	3382,9	22,09
Uruguay	874,1	2,06	81,2	1,06	56,1	0,37
Bermudes	853,1	2,01	33,8	0,44	241,1	1,57
Panama	677,4	1,59	674,8	8,80	904,0	5,9
Suède	567,2	1,33	126,0	1,64	268,6	1,75
Belgique	558,2	1,31	111,5	1,45	135,6	0,89
Bahamas	509,7	1,20	74,3	0,97	300,1	1,96
Luxembourg	408,0	0,96	290,7	3,79	57,7	0,38
Argentine	393,6	0,93	30,1	0,39	186,9	1,22
Espagne	251,0	0,59	586,6	7,65	545,8	3,56
Portugal	106,6	0,25	202,7	2,64	681,0	4,45
Corée du Sud	3,8	0,01	63,3	0,83	91,3	0,6
Autres	4109,7	9,66	165,8	2,16	266,9	1,74
Total	42530,0	100,0	7665,4	100,0	15311,1	100,0

Source : FIRCE.

Seules les entrées d'IDE au-dessus de 10 millions US\$ par entreprise hôte/année sont considérées. La participation globale des données de cet échantillon dans le total de l'IDE entré a atteint 73,6 % et 81,6 % entre 1996 et 1997, respectivement.

## BIBLIOGRAPHIE

- BHAGWATI, J. 1992, « Regionalism versus Multilateralism », *The World Economy*, XV (5), septembre : 535-555.
- 1994, « Free Trade : Old and New Challenges », *The Economic Journal*, mars : 1-9.
- 1996, « The Demands to Reduce Domestic Diversity among Trading Nations », in J. BHAGWATI & R.E. HUDEC, Eds, *Fair Trade and Harmonization: Prerequisites for Free Trade ?*, *Economic Analysis*, The MIT Press, Cambridge (Mass) : 9-40.
- DUNNING, J.H. 1993, *The Globalization of Business*, Routledge, Londres, xii-467 p.
- EICHENGREEN, B. & IRWIN, D.A. 1998, « The Role of History in Bilateral Trade Flows », in J.A. FRANKEL, ed., *The Regionalization of the World Economy*, Londres, National Bureau of Economic Research - The University of Chicago Press, Chicago : 33-57.
- FLANDERS, S. 1997, « When Theories Don't Add Up : Culture and History Can Help Explain What Makes Economies Tick », *Financial Times*, 7 juillet.
- FONSECA, J. Roque da 1938, « Portugal e o seu Comércio Exterior », *Mercados Externos*, Associação comercial de Lisboa, Lisbonne : 27-58.
- GUIMARÃES, R. 1997, *A Influência do fenómeno da concorrência na internacionalização das empresas, o caso da indústria de painéis de madeira em Portugal*, mémoire de DEA (mestrado) en commerce international, Braga, Universidade do Minho, 132 p. multigr.
- ICEP 1991, *Um País, um mercado - Brasil*, Lisbonne, 59 p.
- 1997, *Acordos UE/Países terceiros e principais instrumentos comunitários de apoio - Brasil*, Lisbonne, 13 p.
- IRELA 1994, *The Single European Market and its Impact on Latin America*, Madrid, Institute for European - Latin American Relations, 527 p.
- IRELA/IDB 1996, *Foreign Direct Investment in Latin American in the 1990s*, Madrid, Institute for European - Latin American Relations, 149 p.
- NEVES, J.L. César 1996, « Portuguese Postwar Growth : a Global Approach », in N. CRAFTS & G. TONIOLO, eds, *Economic Growth in Europe since 1945*, CEPR/Cambridge University Press : 329-354.
- OCDE 1992, *Intégration des pays en développement dans le système commercial international*, Paris, OCDE, 151 p.
- OMC 1996, *Rapport annuel 1996*, 2 vols, Genève, OMC.
- PEREIRA, L.C. Bresser 1996, *Economic Crisis and State Reform in Brazil : Toward a New Interpretation of Latin America*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, vi-258 p.
- PORTER, M.F. 1990, *The Competitive Advantage of Nations*, Londres, The Macmillan Press, xx-855 p.
- PORTER, M.F., ed., 1994, *Construir as vantagens competitivas de Portugal*, Lisbonne, Forum para a competitividade, 269 p.
- Ramses 99, *Synthèse annuelle de l'évolution du monde*, (1998), « Le Brésil, une nation pleine de ressources », Paris, IFRI - Dunod : 183-202. Direction Thierry de Montbrial et Pierre Jacquet.
- RATO H. 1987, *Comércio bilateral luso-brasileiro : caracterização, evolução e perspectivas de desenvolvimento*, Centro de estudos, INA, 160 p.
- ROMÃO A. 1996, « Comércio externo », in F. ROSAS & J. M. BRANDÃO de Brito, eds, *Dicionário de história do Estado Novo*, Vol I, Lisbonne, Bertrand Editora : 167-171.
- SCHUMACHER, E. 1995, « Spain and Latin America : The Resurgence of a Special Relationship », in S. KAUFMAN PURCELL & F. SIMON, eds, *Europe and Latin America in the World Economy*, Boulder, Lynne Rienner Publishers : 113-137.
- SILVA, J. Ramos 1990, « Luso-American Economic Relations and Portuguese Membership of the European Community », *Portugal : An Atlantic Paradox, Portuguese/US Relations After the EC Enlargement*, Lisbonne, Instituto de estudos estratégicos internacionais : 77-139.
- 1994a, « La nouvelle géopolitique de l'économie portugaise », *Lusotopie* (Paris, L'Harmattan) 1-2 : 51-73.

- 
- 1994b, *As bases da política comercial comum*, CEDIN/ISEG, Lisbonne, 77 p. (documento de trabalho n° 8/94).
- 1996a, *Mudanças na economia mundial, 1973-1993*, CEDIN/ISEG, Lisbonne, 76 p. (documento de trabalho n° 1/96).
- 1996b, « A regionalização multifforme da economia mundial », in M. PORTO, ed., *Integração e especialização*, Coimbra, Faculdade de Direito da Universidade de Coimbra : 39-55.
- 1997, « As grandes correntes do comércio internacional », in A. ROMÃO, ed., *Comércio e investimento internacional*, Lisbonne, ICEP : 61-94.
- 1999, *Panorama das relações económicas luso-brasileiras*, Lisbonne, à paraître.
- THARAKAN, P.K.M. & CALFAT, G. 1996, « Empirical Analyses of International Trade Flows », in D. GREENAWAY, ed., *Current Issues in International Trade*, Londres, St. Martins's Press/New York, MacMillan Press : 59-81.
- TOVIAS, A. 1989, « Iberian Countries, Iberoamerica and The European Community », *The World Economy*, XII (1) : 105-115.
- VAN BERGEIJK, P. 1996, « The Significance of Political and Cultural Factors for International Economic Relations », in C.J. JEPMA & A. RHOEN, eds, *International Trade, A Business Perspective*, Londres, Longman - Open University of the Netherlands : 195-212.
- WHITE, D. 1997, « Return of the Conqueror », *Financial Times*, 5 mars : 13.